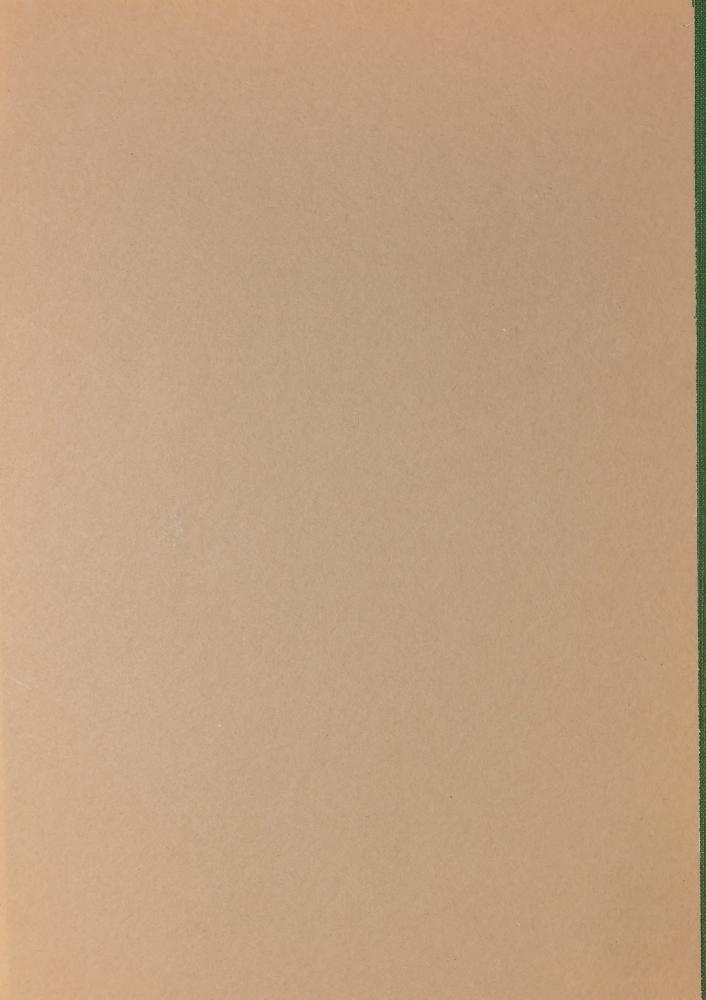


Canada. (Bureau of Statistics
Survey of education
finance
1958





SURVEY OF EDUCATION FINANCE

LES FINANCES DE L'ENSEIGNEMENT 1958



DOMINION BUREAU OF STATISTICS

Education Division
Finance Section

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE

Division de l'éducation Section des Finances

CURRENT PUBLICATIONS OF THE EDUCATION DIVISION

Summer 1962

Orders should be sent to the Dominion Bureau of Statistics, or the Department of Public Printing and Stationery, Hull, P.Q., with remittance payable to the Receiver General of Canada.

Persons wishing notices of new publications are invited to write to the Education Division, DBS.

PUBLICATIONS COURANTES DE LA DIVISION DE L'ÉDUCATION

Été 1962

Les commandes doivent être addressées au Bureau fédéral de la statistique ou au Département des impressions et de la papeterie publiques, Hull (P.Q.) avec remise au nom du Receveur général du Canada.

Les personnes qui désirent recevoir l'avis des nouvelles publications sont priées d'écrire à la Division de l'éducation, B.F.S.

1 – GENERAL	Price	1 – GÉNÉRALITÉS	Prix
The Organization and Administration of Public Schools in Canada (2nd edition - 1960). A report of the legal and administrative framework of the provincial education systems, and federal activities in education. English edition. (Cat. No. 81-510)	\$2.00	The Organization and Administration of Public Schools in Canada (2nd edition $-$ 1960). Rapport sur les aspects juridique et administratifs des systèmes provinciaux d'instruction publique et sur les initiatives fédérales en matière d'éducation. Édition anglaise, (N° de catalogue 81-510)	\$2.00
Survey of Education Finance, 1957. Financial statistics on all levels of academic, vocational, and adult education. Bilingual. (Cat. No. 81-208)	75	Les finances de l'enseignement, 1957. Statistique financière de l'enseignement à tous ses échelons: ordinaire, formation professionnelle et éducation populaire. Bilingue. (N° de catalogue 81-208)	.75
Student Progress through the Schools by Grade, 1960. Retention and withdrawal through school and university for Canada and the provinces. Bilingual. (Cat. No. 81-513)	.50	La persévérance scolaire par classe, 1960. Rétention et départs dans les écoles et les universités, Canada et provinces. Bilingue. (N° de catalogue 81-513)	.50
A Graphic Presentation of Canadian Education. Highlights 20 full-page charts and accompanying text. English and French editions (Cat. No. 81-515)		Illustration graphique de l'enseignement au Canada. Présente 20 graphiques hors texte et des études parallèles. Éditions anglaise et française (N° de cat. 81-515F)	.75
Canadian Education through Correspondence, 1959-60. Bilingual. (Cat. No. 81-516)	.50	Enseignement par correspondance au Canada, 1959-60. Bilingue. (N° de catalogue 81-516)	.50
Preliminary Statistics of Education, 1961-62. Enrolments, teaching staffs, salaries, education finance, etc. Bilingual. (Cat. No. 81-201)	f print	Statistique provisoire de l'enseignement, 1961-62, Inscriptions, personnel enseignant, traitements, finances de l'enseignement, etc. Bilingue. (N° de catalogue 81-201)É	puisé
Statistical Review of Canadian Education, Census 1951. English edition, (Cat. No. 81-503)Out of	f print	Statistical Review of Canadian Education, Census 1951. Édition anglaise, (N° de catalogue 81-503)É	puisé
A Bibliographical Guide to Canadian Education. A select bibliography and brief account of Canadian education. Bilingual. (Cat. No. 81-506)Out of		Guide bibliographique de l'enseignement au Canada, Bibliographie choisie et bref aperçu de l'enseignement au Canada, Bilingue. (N° de catalogue 81-506)Éi	puisé
2 - ELEMENTARY AND SECONDARY EDUCATION	N	2 – ENSEIGNEMENT ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIR	E
Survey of Elementary and Secondary Education, 1958- 59. Data on schools, teachers and pupils, in public and private schools. Includes a bibliography. Bilingual. (Cat. No. 81-210)		Relevé de l'enseignement élémentaire et secondaire, 1958- 59. Statistique des écoles, des instituteurs et des élèves dans les écoles publiques et privées. Bibliographie. Bi- lingue. (N° de catalogue 81-210)	1.50
Salaries and Qualifications of Teachers in Public Elementary and Secondary Schools, 1960-61. Classifies teachers by salary, certificate, and experience, for city, town, and rural schools, Bilingual. (Cat. No. 81-202)	1.00	Traitements et qualification des instituteurs des écoles publiques élémentaires et secondaires, 1960-61. Classement des instituteurs selon le traitement, le brevet, et les états de service pour les écoles urbaines et rurales. Bilingue. (N° de catalogue 81-202)	1.00
Organization of Education at the Secondary Level. Numbers of secondary-level pupils and teachers, types and sizes of schools, etc. Bilingual. (Cat. No. 81-514)	.50	L'Organisation de l'enseignement au niveau secondaire. Effectifs des élèves et instituteurs du niveau secondaire, selon le genre et la taille des écoles, etc. Bilingue (N° de catalogue 81-514)	.50
Statistics of Special Education for Exceptional Children, 1953-54. Bilingual. (Cat. No. 81-507)	1.00	Statistique de l'enseignement spécial des enfants exceptionnels, 1953-54. Bilingue. (N° de catalogue 81-507)	1.00
(Concluded on inside back cover)		(Fin à l'intérieur de la couverture arrière)	

DOMINION BUREAU OF STATISTICS—BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE

Education Division — Division de l'éducation

Finance Section — Section des finances

SURVEY OF EDUCATION FINANCE

LES FINANCES DE L'ENSEIGNEMENT 1958

Published by Authority of
The Honourable George Hees, Minister of Trade and Commerce

Publication autorisée par l'honorable George Hees, ministre du Commerce

August - 1962 - Août

Price - Prix: 75 cents

SYMBOLS

The interpretation of the symbols used in the tables throughout this publication is as follows:

- .. figures not available.
- ... figures not appropriate or not applicable.
- nil or zero.

SIGNES CONVENTIONNELS

Signification des signes utilisés dans les tableaux de la présente publication:

- .. nombres indisponibles.
- ... n'ayant pas lieu de figurer.
- néant ou zéro.

SEP 24 1962

SEP 1962

81 11304

PREFACE

This report contains details of expenditure on academic, vocational and adult education for the calendar year 1958 and the fiscal year 1958-59. It is the third in a series of reports which now covers the years from 1954 to 1958. Data for earlier years may be found in the Surveys of Elementary and Secondary Education and of Higher Education. Estimates, for later years, showing the sources of funds spent on all levels of education, together with the revenues and expenditures of school boards and universities will be found in the publication Preliminary Statistics of Education for 1960-61 and 1961-62.

Total expenditure on education in 1958 was more than one and a quarter billion dollars, equal to 5 per cent of National Income. This is a higher percentage than at any time since 1934, a year in which National Income was at almost its lowest point in the past 36 years, and when total expenditure on education was little more than a tenth of 1958 expenditure.

Questions concerning the content of this publication or suggestions for changes in or additions to the information it contains should be sent to Dr. F.E. Whitworth, Director or P.L. Maltby, Chief, Finance Section, Education Division.

WALTER E. DUFFETT

Dominion Statistician.

PRÉFACE

Le présent rapport expose en détail les frais de l'enseignement scolaire, professionnel et de l'éducation des adultes durant l'année civile 1958 et l'année financière 1958-1959. C'est le troisième rapport de la série qui embrasse maintenant les années 1954 à 1958. Les données relatives aux années antérieures paraîssent dans les Relevés de l'enseignement élémentaire et secondaire ou ceux de l'enseignement supérieur. Des estimations pour les années subséquentes suivant la provenance des sommes dépensées à tous les degrés de l'enseignement ainsi que les revenus et dépenses des commissions scolaires et des universités sont publiés dans la Statistique provisoire de l'enseignement de 1960-1961 et de 1961-1962.

Les dépenses globales pour l'enseignement en 1958 ont dépassé un milliard et quart de dollars et représentaient 5 p. 100 du revenu national. Ce pourcentage n'a pas été atteint depuis 1934, alors que le revenu national était à son plus bas niveau des 36 dernières années et que les dépenses globales pour l'enseignement n'étaient guère plus d'un dixième de celles de 1958.

Toute question relative au contenu de la présente publication ou toute proposition de changement ou d'amélioration des renseignements donnés doit être adressée à M. F.E. Whitworth, directeur, ou à M. P.L. Maltby, chef, Section des finances, Division de l'éducation.

WALTER E. DUFFETT, Statisticien du Dominion.

TABLE OF CONTENTS

TABLE DES MATIÈRES

	Page		Page
Section I – Review		Section I – Revue	
Total - Education, Training, Cultural Activities	7	Total - Enseignement, formation, initiatives culturelles	7
- Sharing of Cost	7	-Répartition des frais	7
Education and the National Economy	8	Enseignement et l'économie nationale	8
Formal Education:		Enseignement régulier:	
Federal Expenditures	9	Dépenses fédérales	9
Provincial Expenditures	9	Dépenses provinciales	9
Municipal Expenditures	9	Dépenses municipales	9
Universities and Colleges	9	Universités et collèges	9
Elementary and Secondary Education	10	Enseignement élémentaire et secondaire	10
Section II - Statistics		Section II – Statistiques	
Note: Unless otherwise specified, data are given for the year 1958.		Nota: A moins d'indication contraire, les données sont celles de l'année 1958.	
A Formal Education, Vocational Education and Training, and Related Cultural Activities		A. – Enseignement régulier, enseignement et formation pro- fessionnels et initiatives culturelles connexes	
Table		Tableau	
1. Total Expenditures showing Sources of Funds	16	1. Dépenses totales et provenance des fonds	16
B. Formal Education		B. – Enseignement régulier	
Table		Tableau	
2. Total Expenditure	17	2. Dépenses totales	. 17
3. Expenditures of Municipal, Provincial, and Federal Governments	18	3. Dépenses des gouvernements municipaux, provinciaux et fédéral	
4. Federal Government Contributions	22	4. Contributions du gouvernement fédéral	22
5. Federal Expenditure on Education of Indians and Eskimos	24	5. Dépenses fédérales pour l'instruction des Indiens et des Esquimaux	
6. Provincial Government Expenditures	26	6. Dépenses des gouvernements provinciaux	26
7. Revenues and Expenditures of Universities and		7. Revenus et dépenses des universités et des collèges	29
Colleges	29		
8. Total Expenditure on Elementary and Secondary Education, Public and Private	32	8. Dépenses totales pour l'enseignement élémentaire et secondaire, public et privé	
9. Revenues and Expenditures of Public School Boards	32	9. Revenus et dépenses des commissions des écoles publiques	
10. Summary of Provincial and Territorial Expenditures on Public Elementary and Secondary Education, 1946, 1951 and 1954 to 1958	36	 Exposé sommaire des dépenses des provinces et des territoires pour l'enseignement élémentaire et se- condaire public, 1946, 1951 et 1954 à 1958 	
11. Summary of Provincial Grants to Public School Boards, 1946, 1951 and 1954 to 1958	36	 Exposé sommaire des subventions provinciales aux commissions des écoles publiques, 1946, 1951 et 1954 à 1958 	;
12. Summary of Expenditures of Public School Boards, 1946, 1951 and 1954 to 1958	37	 Exposé sommaire des dépenses des commissions des écoles publiques, 1946, 1951 et 1954 à 1958 	
13. Total Expenditures Per Pupil of Average Daily Attendance 1946, 1951 to 1958	38	13. Dépenses totales par présence moyenne 1946, 1951 à 1958	
14. Total Expenditures Per Capita 1946, 1951 to 1958	38	14. Dépenses totales par habitant, 1946, 1951 à 1958	38
15. Revenues and Expenditures of Private Academic Schools	40	15. Revenus et dépenses des écoles privées	40
C Vocational Education and Training		C Enseignement et formation professionnels	
Table		Tableau	
16. Federal Government Expenditures	42	16. Dépenses du gouvernement fédéral	42
17. Provincial Government Expenditures	42	17. Dépenses des gouvernements provinciaux	42
18. Revenues and Expenditures of Private Business	44	18. Revenus et dépenses des collèges commerciaux	44

Digitized by the Internet Archive in 2023 with funding from University of Toronto

This survey presents the financial statistics of education for the calendar year 1958 and the fiscal year ended March 31, 1959. The principal sources of these statistics were federal and provincial Public Accounts and the annual reports of the provincial Departments of Education and Departments of Municipal Affairs. These were supplemented by special reports from both federal and provincial departments.

The fields covered include elementary and secondary education, higher education, vocational training, and related cultural activities. Expenditures on related cultural activities appear only as a part of Table 1 and are limited to identifiable items in the available records of the three levels of government. It is impossible, at present, to estimate the expenditures of the many voluntary organizations active in this field.

In most of the tables in this report revenues are classified by source and expenditures by function; so that all public expenditures on education are included even where they have been made by government departments whose primary concern is not with education

Total Expenditure

In 1958 the total expenditure on formal education in Canada was \$1,193,540,000, on vocational training \$41,604,000 and on related cultural activities \$29,261,000. These showed increases over the 1957 figures of 14 p.c. for formal education, 6 p.c. for vocational training and 34 p.c. for related cultural activities. The large increase in expenditure on cultural activities is partly due to the inclusion of capital expenditures made by the federal government for the Lorne Building in Ottawa which is at present being used by the National Gallery.

Sharing of Costs

Most of the funds used for education are supplied by nunicipal, provincial or federal governments and the accompanying table shows how their support is distributed among the different types of education. Le présent rapport donne la statistique financière de l'enseignement durant l'année civile 1958 et l'année financière terminée le 31 mars 1959. Les principales sources des données ont été les comptes publics fédéraux et provinciaux et les rapports annuels des ministères provinciaux de l'Instruction publique et des Affaires municipales, complétés par des rapports spéciaux des ministères fédéraux et provinciaux.

Le domaine observé englobe l'enseignement élémentaire, secondaire et supérieur, la formation professionnelle et les initiatives culturelles connexes. Les dépenses visant les initiatives culturelles connexes ne sont indiquées que comme une partie du tableau 1 et se limitent aux initiatives précisées dans les dossiers disponibles des trois échelons du gouvernement. Il est impossible, à l'heure actuelle, d'estimer les dépenses des nombreux organismes bénévoles actifs en ce domaine.

La plupart des tableaux du présent rapport classent les recettes suivant leur provenance et les dépenses suivant leur affectation; de cette façon, toutes les dépenses publiques pour l'enseignement sont comprises, même celles des ministères dont la fonction primaire n'est pas l'enseignement.

Dépenses totales

En 1958, le Canada a dépensé \$1,193,540,000 pour l'enseignement scolaire, \$41,604,000 pour la formation professionnelle et \$29,261,000 pour les initiatives culturelles. Les augmentations sur les dépenses de 1957 ont été de 14 p. 100 pour l'enseignement scolaire, de 6 p. 100 pour la formation professionnelle et de 34 p. 100 pour les initiatives culturelles connexes. La forte augmentation des dépenses pour les initiatives culturelles tient aux dépenses du gouvernement fédéral pour la construction de l'édifice Lorne à Ottawa, édifice actuellement occupé par la Galerie nationale.

Partage des frais

La majeure partie des sommes consacrées à l'enseignement proviennent des gouvernements municipaux, provinciaux ou fédéral; le tableau ci-joint indique leur affectation suivant le genre d'enseignement.

Percentages Showing How Costs were Shared

Répartition procentuelle des frais

-
100
100 100
100
100
100
100
100
100
100
100

In 1958, local taxation met almost half the cost of eleentary and secondary education. Its contribution to teacher aining and higher education was insignificant, but the munipalities, through their support of public libraries (See able 1) were responsible for 36 p.c. of all public expendires on related cultural activities. En 1958, les taxes locales ont défrayé presque la moitié de l'enseignement élémentaire et secondaire. Par contre, elles n'ont pratiquement pas contribué à la formation pédagogique ni à l'enseignement supérieur. Toutefois, les municipalités, par leurs contributions aux bibliothèques publiques (voir tableau 1), ont payé 36 p. 100 de toutes les dépenses publiques pour les initiatives culturelles connexes.

REVIEW 8

Provincial governments pay almost the entire cost (96 p.c.) of teacher training outside universities, and pay the largest share of the costs of vocational education (66 p.c.) and higher education (43 p.c.). They pay 41 p.c. of the costs of elementary and secondary education and 29 p.c. of expenditures on cultural activities.

The contribution of the federal government is most significant in the fields of higher education (27 p.c.) and cultural activities (31 p.c.). It is providing a steadily growing proportion of the costs of vocational training and in 1958 its contribution, mostly through grants to the provincial governments, was 20 p.c. of the total.

Fees met 20 p.c. of the costs of higher education. In the vocational field they account for 12 p.c. of total expenditures, but 67 p.c. of these fees are paid to private business colleges. Less than 1 p.c. of the cost of public elementary and secondary education came from fees, which, however, accounted for 80 p.c. of the outlay of private schools.

Education and the National Economy

Education cost expressed as a percentage of major economic indicators is of particular interest. It provides the only measures of education costs which can be used to make valid comparisons between countries or provinces. Such indices should, however, be used with caution, as it cannot be safely assumed that countries at different stages of economic development and with differing calls on their resources, can or should afford to devote the same proportion of their national income to education

The relationship between the growth of expenditure for education and the development of the national economy over the past thirty years is illustrated in the following table.

Les gouvernements provinciaux ont assumé presque tous les frais (96 p. 100) de la formation pédagogique hors des universités et la plus grosse part des frais de l'enseignement professionnel (66 p. 100) et de l'enseignement supérieur (43 p. 100). Ils ont défrayé 41 p. 100 de l'enseignement élémentaire et secondaire et 29 p. 100 des initiatives culturelles.

La contribution du gouvernement fédéral est très importante dans les domaines de l'enseignement supérieur (27 p. 100) et des initiatives culturelles (31 p. 100). Sa contribution à la formation professionnelle augmente constamment et, en 1958, elle représentait 20 p. 100 du total et comportait surtout des subventions aux provinces.

Les droits ont défrayé 20 p. 100 de l'enseignement superieur. Dans le domaine de la formation professionnelle, ils représentent 12 p. 100 des dépenses totales, mais 67 p. 100 de ces droits sont allés aux collèges commerciaux privés. Les droits n'ont défrayé que 1 p. 100 de l'enseignement public élémentaire et secondaire mais 80 p. 100 de l'enseignement privé.

L'enseignement et l'économie nationale

Le pourcentage du coût de l'enseignement par rapport aux grands indicateurs économiques suscite un intérêt particulier. C'est la seule mesure des frais de l'enseignement qui permette des comparaisons valides entre pays ou provinces. Ces comparaisons appellent toutefois des réserves, car il serait audacieux de conclure que des pays à divers stades de développement économique et n'utilisant pas tous au même point leurs ressources puissent ou doivent consacrer le même pourcentage de leur revenu national à l'instruction publique.

Le tableau ci-après illustre le lien entre l'augmentation des dépenses pour l'enseignement et les progrès de l'économie nationale au cours des trente dernières années.

Total Expenditure on Formal Education and Vocational Training in Relation to Major Economic Indicators Dépenses totales aux fins d'enseignement scolaire et de formation professionnelle par rapport aux grands indicateurs économiques

	Gross ¹		met-1	Т	otal expenditure -	– Dépenses total	es	
Year	national	National ²	Total personal		As a percentage of — en pourcentage du			
Année	Produit	income Revenu	income — Revenu	Total	G.N.P.	National income	Total personal income	
	national brut ¹	national ²	personnel total		P.N.B.	Revenu national	Revenu personnel	
		millions of	- de dollars		·			
1926 1927 1928 1929 1930 1931 1932 1933 1933 1934 1935 1936 1937 1938 1939 1940 1941 1942 1943 1944 1945 1946 1947 1948 1949 1950 1950 1951 1952 1953 1954 1955 1955	5, 152 5, 549 6, 046 6, 134 4, 699 3, 827 3, 510 3, 984 4, 653 5, 257 5, 278 5, 636 6, 743 8, 328 10, 327 11, 988 11, 850 11, 850 11, 850 11, 850 11, 850 12, 170 13, 165 15, 120 16, 343 18, 006 21, 170 23, 995 25, 020 24, 871 27, 132 30, 599 32, 867	4, 129 4, 356 4, 737 4, 708 4, 399 3, 382 2, 681 2, 783 3, 099 3, 367 3, 887 4, 001 4, 236 5, 063 6, 305 8, 098 8, 802 9, 583 9, 665 9, 551 10, 361 112, 905 14, 161 16, 568 18, 654 19, 294 19, 032 20, 737 23, 166 24, 011 24, 944	4, 014 4, 234 4, 554 4, 608 4, 338 3, 615 3, 015 2, 790 3, 134 3, 547 4, 008 4, 290 4, 914 5, 851 7, 393 8, 042 8, 865 9, 120 9, 719 10, 375 11, 901 12, 638 13, 428 15, 824 17, 395 18, 336 18, 421 19, 738 21, 885 23, 191 24, 702	142. 4 147. 8 157. 0 159. 7 165. 3 178. 7 163. 9 146. 9 138. 9 136. 0 140. 4 145. 9 151. 5 154. 3 157. 1 156. 5 165. 7 218. 0 172. 7 195. 0 290. 0 351. 8 372. 0 408. 0 464. 5 515. 9 583. 7 627. 0 713. 2 807. 8 908. 7 1, 088. 5 1, 235. 1	2.77 2.66 2.98 3.32 2.99 2.33 3.08 2.97 2.16 2.55 64 4.75 2.25 2.26 2.26 2.36 2.36 2.36 2.36 2.36 2.36	3.4 3.3 3.4 3.3 3.8 5.3 6.2 5.0 4.2 3.8 3.6 3.1 5.2 5.0 2.5 5.0 3.4 3.1 3.2 3.3 3.1 3.3 3.1 3.3 3.1 3.3 3.3 3.4 3.5 3.6 3.7 3.7 3.7 3.7 3.7 3.7 3.7 3.7 3.7 3.7	3.53 3.44 3.58 4.99 5.34 4.14 4.00 3.67 3.63 3.27 2.27 1.91 3.44 3.11 3.25 3.31 3.44 3.57 3.64 3.77	

At market prices. — Aux prix du marché.
 At factor cost. — Au coût des facteurs.

REVUE

During the depression years education was one of the services which had to be maintained, but as the economic picture improved, the percentage of national income spent on education became smaller until it reached a low point in 1944 (1.8 p.c.) when war expenditures were high. From that time on, the Canadian economy has undergone a continuous, if uneven, expansion, but the costs of education have taken an increasing part of the national income, reaching 5 p.c. in 1958. Rapidly increasing enrolments, requiring higher capital outlays and greater expenditure on teachers' salaries have been the major causes of increased educational costs.

Estimates indicate that this upward trend has continued into the current year (1962) and, in view of the growth in the proportion of the population which will be of school age it is likely to continue for at least the next decade,

Federal Expenditures

In 1958, the Federal Government's expenditure on education, including related cultural activities, amounted to \$109,067,000, an increase over 1957 of \$25,520,000 or over 30 p.c. The most important increase was in the field of higher education (40 p.c.) largely as a result of the increase in grants to universities, distributed through the Canadian Universities Foundation. For the academic year 1958-59 the basis of this grant was increased from \$1 to \$1.50 per capita. More detail will be found in the section on universities and colleges.

About 1.8 p.c. of all federal expenditures in 1958 was used for education.

Provincial Expenditures

Of the \$530,313,000 spent on education by provincial governments, \$411,435,000 or 77 p.c. went for elementary and secondary education. Higher education accounted for 13 p.c. and vocational training for 5 p.c., the balance being taken up by teacher training and cultural activities.

Provincial expenditures on education in 1958 showed an increase of 14 p.c. over 1957. Expenditures on higher education and vocational training showed little change, but grants to school boards increased by 19 p.c., costs of teacher training by 22 p.c. and expenditures on cultural activities by 25 p.c.

In 1958, 21 p.c. of provincial governments' total expenditure was allocated to education.

Municipal Expenditures

The chief responsibility of municipal governments in the field of education lies in their role of tax assessors and collectors for the school boards. During 1958 local taxation contributed a total of \$507,114,000 to educational activities, an increase of 10 p.c. over 1957. Of this total nearly 98 p.c. was spent on public elementary and secondary education, the balance being used for operating public libraries, for grants to schools for the blind and deaf and to universities and colleges.

Higher Education - Universities and Colleges

Current expenditures of universities and colleges, including those on research, increased by \$18,122,000 or 18 p.c. from 1957-58 to 1958-59. Costs of instruction, which have been taking an increasing proportion of total expenditure over the past five years, increased by \$12,110,000 or 19 p.c.

Most of the additional expenditure on universities and colleges was met by increases in federal and provincial assistance. Federal contributions increased by 46 p.c. to \$28,235,000 and provincial by 13 p.c. to \$42,260,000. Together, these two sources accounted for 58 p.c. of the total current revenue. The remainder came from fees (28 p.c.) endowments (4 p.c.) and miscellaneous sources (10 p.c.).

Durant les années de la crise économique, l'enseignement etait l'un des services qu'il fallait maintenir, mais à mesure que la situation économique s'améliorait, le pourcentage du revenu national consacré à l'éducation a diminué jusqu'au bas point de 1.8 p. 100 en 1944 alors que les dépenses de guerre étaient élevées. Depuis lors, l'économie canadienne n'a cessé de progresser, quoique de façon inégale, mais l'enseignement a absorbé une part croissante du revenu national et atteignait 5 p. 100 en 1958. L'augmentation rapide des inscriptions, en exigeant plus d'immobilisations et de plus fortes dépenses pour le traitement des enseignants, a été le principal facteur de la hausse du coût de l'enseignement.

9

Des estimations révèlent que cette hausse s'est continuée jusqu'en 1962 et, vu l'accroissement de la proportion de la population qui sera d'âge scolaire, la hausse se continuera encore pour au moins une dizaine d'années.

Dépenses fédérales

En 1958, le gouvernement fédéral a dépensé \$109,067,000 pour l'enseignement, y compris les initiatives culturelles connexes, soit \$25,520,000 ou 30 p. 100 de plus qu'en 1957. Les dépenses pour l'enseignement supérieur ont augmenté le plus (40 p. 100), surtout par suite de l'augmentation des subventions accordées aux universités et distribuées par la Fondation des universités canadiennes. Pour l'année scolaire 1958-1959, la subvention a été portée de \$1 à \$1.50 par habitant. La section du présent rapport consacrée aux universités et collèges donne plus de détails à ce sujet.

En 1958, environ 1.8 p. 100 des dépenses fédérales ont servi à l'enseignement.

Dépenses provinciales

Les gouvernements provinciaux ont consacré à l'enseignement \$530,313,000, dont \$411,435,000 (77 p. 100) à l'enseignement élémentaire et secondaire. L'enseignement supérieur en a absorbé 13 p. 100 et la formation professionnelle, 5 p. 100; le reste est allé à la formation pédagogique et aux initiatives culturelles.

Les dépenses provinciales pour l'enseignement en 1958 ont dépassé de 14 p.100 celles de 1957. Les sommes consacrées à l'enseignement supérieur et à la formation professionnelle n'ont que peu changé, mais les subventions aux commissions scolaires ont augmenté de 19 p. 100, le coût de la formation pédagogique de 22 p. 100, et les dépenses pour les initiatives culturelles de 25 p. 100.

En 1958, les gouvernements provinciaux ont affecté 21 p. 100 de toutes leurs dépenses à l'enseignement.

Dépenses municipales

Le rôle principal des municipalités dans le domaine de l'instruction publique consiste à établir et à percevoir les taxes scolaires. En 1958, les taxes locales ont fourni \$507,114,000 aux oeuvres d'enseignement, soit 10 p. 100 de plus qu'en 1957. Près de 98 p. 100 de ce montant a servi à l'enseignement public élémentaire et secondaire; le reste a été affecté aux bibliothèques publiques, aux écoles pour aveugles et sourds et aux universités et collèges.

Enseignement supérieur - Universités et collèges

Les dépenses courantes des universités et collèges (y compris celles de la recherche) ont augmenté de \$18,122,000 (18 p. 100) de 1957-1958 à 1958-1959. Les dépenses pour l'enseignement ont absorbé une part croissante des dépenses totales depuis cinq ans; elles ont augmenté de \$12,110,000 (19 p. 100).

L'augmentation des subventions fédérales et provinciales a couvert à peu près toutes les dépenses excédentaires des universités et collèges. Les contributions fédérales (\$28,235,000) ont augmenté de 46 p. 100 et les provinciales (\$42,260,000) de 13 p. 100. Ces deux sources ont contribué 58 p. 100 de toutes les recettes courantes des universités et collèges. Les autres recettes provenaient des droits (28 p. 100), des dotations (4 p. 100) et de sources diverses (10 p. 100).

10

Percentages Showing How University Expenditures were Apportioned Répartition procentuelle du budget des universités

Function - Fonctions	1954 - 55	1955 - 56	1956 - 57	1957 - 58	1958 - 59
Instruction — Enseignement Administration Maintenance — Entretien Scholarships and Bursaries — Bourses Research — Recherche Other — Autres	56 8 14 1 13 8	57 7 14 1 13 8	58 7 14 1 12 8	61 7 13 1 11	62 7 15 1 12 3

Elementary and Secondary Education

Expenditures on elementary and secondary education accounted for 85 p.c. of all money spent on education in Canada in 1958. A total of \$1,012,783 was spent on public and private schools, an increase of 14 p.c. over 1957.

The federal government contributed nearly 5 p.c. of total public expenditure on this level of education, amounting to \$45,000,000. Of this, \$29,570,000 was spent on the education of Indian and Eskimo children, and about \$11,500,000 for educating children living on crown lands, mostly those on Department of National Defence establishments.

The provincial public school systems were supported almost entirely by the municipalities and provincial governments. Expenditure increased from \$813,490,000 in 1957 to \$925,977,000 in 1958, or from \$49 to \$54 per capita for all Canada. The highest per capita expenditure in 1958 was \$78 in Alberta and the lowest \$26 in Prince Edward Island (See Table 14).

Cost per pupil of average daily attendance was \$298 for the whole of Canada, but ranged from \$140 in Prince Edward Island to \$406 in Alberta. The per pupil costs in the Atlantic provinces were substantially below the national average, while Alberta and British Columbia were considerably above. The increase in per pupil costs for all Canada, 1958 over 1957 was \$29 or 10.8 p.c. (See Table 14).

Local taxation for school purposes amounted to \$495,000,000 in 1958, equivalent to \$30 for every man, woman and child in the nine provinces concerned (Local taxation for education purposes in Newfoundland was almost negligible). Since 1946, the first full year after the end of World War 2, school taxes have increased by 331 p.c. In terms of constant (1949) dollars the increase is close to 150 p.c., and even taking into account the growth in the number of taxpayers and in the value of assessed property there can be little doubt that the burden on the individual taxpayer has increased.

Enseignement élémentaire et secondaire

Les dépenses pour l'enseignement élémentaire et secondaire représentaient 85 p. 100 de toutes les dépenses pour l'enseignement au Canada en 1958. La somme de \$1,012,783,000 a été dépensée pour les écoles publiques et privées, soit 14 p. 100 de plus qu'en 1957.

Le gouvernement fédéral a contribué près de 5 p. 100 des dépenses publiques à ce niveau d'enseignement, soit 45 millions, dont \$29,570,000 pour l'instruction des enfants indiens et esquimaux et environ \$11,500,000 pour l'instruction des enfants sur les terres de la Couronne, la plupart dans des établissements du ministère de la Défense nationale.

Les systèmes provinciaux d'écoles publiques ont été financés presque entièrement par les municipalités et les gouvernements provinciaux. Les dépenses ont monté de \$813,490,000 en 1957 à \$925,977,000 en 1958, ou de \$49 à \$54 par habitant pour l'ensemble du Canada. Les plus fortes dépenses par habitant en 1958 (\$78) ont été celles de l'Alberta et les plus faibles, (\$26), celles de l'Île-du-Prince-Édouard, (Voir le tableau 14.)

Le coût par élève fondé sur la moyenne des présences quotidiennes a été de \$298 pour l'ensemble du Canada et s'échelonnait de \$140 en Île-du-Prince-Édouard à \$406 en Alberta. Dans les provinces de l'Atlantique, le coût par élève a été sensiblement plus bas que la moyenne nationale, alors qu'en Alberta et en Colombie-Britannique, il a été beaucoup plus élevé. La moyenne nationale du coût par élève a monté de \$29 (10.8 p. 100) de 1957 à 1958. (Voir le tableau 14.)

Les taxes scolaires locales ont atteint 495 millions de dollars en 1958, soit \$30 par homme, femme et enfant dans les neuf provinces autres que Terre-Neuve, oû les taxes scolaires locales sont presque négligeables. Depuis 1946, première année complète après la seconde guerre mondiale, les taxes scolaires ont augmenté de 331 p. 100. En dollars constants (1949), l'augmentation atteint presque 150 p. 100 et, même si le nombre des contribuables et la valeur immobilière ont augmenté, il n'en reste pas moins que le fardeau imposé à chaque contribuable est plus lourd.

Local Taxation for School Purposes, 1958 compared with 1946

Taxes scolaires locales en 1958 au regard de 1946

			Increase - Augmentation		
Province	1946	1958	Amount Montant	Percentage of 1946 levies Pourcentage des taxes de 1946	
Newfoundland — Terre-Neuve Prince Edward Island — file-du-Prince-Edouard Nova Scotia — Nouvelle-Ecose New Brunswick — Nouveau-Brunswick Québec Ontario Manitoba Saskatchewan Alberta British Columbia — Colombie-Britannique Nine — Neuf provinces	293 4 218 3 591 27, 294 37, 652 9, 698 11, 625 11, 691 8, 894	7 dollars — millier 1,845 ¹ 1,178 14,329 14,797 122,191 197,656 24,400 34,613 41,092 45,128	885 10,111 11,206 94,897 160,004 14,702 22,988 29,401 36,234	% 302 240 312 348 425 152 198 2251 407	

¹ Local support mostly from fees and contributions. Taxation for school purposes in Newfoundland in 1958 amounted to around \$163,000. It has been excluded from the total to maintain comparability with 1946. — Recettes locales provenant surtout de droits et de contributions. Les taxes scolaires à Terre-Neuve en 1958 ont atteint à peu près \$163,000. Ce montant a été exclu de total pour maintenir la comparabilité avec 1946.

Of great interest to school boards and local taxpayers is the proportion of the boards' expenditures which is met by grants from provincial governments. For the country as a whole this figure has increased, more or less steadily, since the end of the war, and in every province except Ontario and Prince Edward Island the proportion of school boards' expenditures borne by the province was greater in 1958 than in 1946. In Manitoba and Alberta the percentages more than doubled.

With the exception of Newfoundland, where local taxation for school purposes in 1958 was collected by only two School Tax Authorities, the provincial government's share was highest in Alberta (53 p.c.) and Prince Edward Island (50 p.c.) and lowest in New Brunswick (30 p.c.) and Quebec (29 p.c.) The remaining provinces were close to the national average of 40 p.c.

Les commissions scolaires et les contribuables s'intéressent vivement à la part des dépenses des commissions qui est absorbée par les subventions provinciales. Pour l'ensemble du pays, leur chiffre a augmenté de façon plus ou moins continue depuis la fin de la guerre et, sauf en Ontario et en Île-du-Prince-Édouard, les provinces ont assumé en 1958 une plus forte proportion des dépenses des commissions scolaires qu'en 1946. Au Manitoba et en Alberta, le pourcentage a plus que doublé.

À l'exception de Terre-Neuve, où seules deux municipalités ont perçu des taxes scolaires en 1958, la part du gouvernement a été la plus forte en Alberta (53 p. 100) et en Île-du-Prince-Edouard (50 p. 100) et la plus basse au Nouveau-Brunswick (30 p. 100) et au Québec (29 p. 100). Les autres provinces ne s'écartaient guère de la moyenne nationale de 40 p. 100.

Proportion of School Board Expenditures borne by Provincial Governments, 1946, 1954-1958

Proportion des dépenses des commissions scolaires assumée par les gouvernements provinciaux 1, 1946, 1954-1958

Province	1946	1954	1955	1956	1957	1958
	percentage - pourcentage					
Newfoundland — Terre-Neuve Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard Nova Scotia — Nouvelle-Écosse New Brunswick — Nouveau-Brunswick Québec Ontario Manitoba Saskatchewan Alberta British Columbia — Colombie-Britannique	54 38 26 15 43 12 24 21 31	83 51 44 41 27 35 33 28 33 34	78 55 42 44 27 33 30 29 48 55	79 56 50 38 28 32 29 30 46 52	79 53 48 37 29 34 29 39 52 49	86 50 46 30 22 40 36 37 53

¹ On the basis of grants reported received by the school boards. - D'après les subventions que les commissions scolaires ont déclaré reçues.

In 1946 provincial grants to school boards in the nine provinces then in Confederation amounted to \$52,437,000. By 1958 they had increased more than five fold to \$332,006,000, the increases ranging from 249 p.c. in Prince Edward Island to 1,410 p.c. in Alberta. It is interesting to note that provincial grants increased at a greater rate than local taxation in each of the nine provinces except Prince Edward Island and Ontario.

En 1946, les subventions provinciales aux commissions scolaires des neuf provinces d'alors étaient de \$52,437,000. En 1958, elles avaient plus que quintuplé et atteignaient \$332,006,000 et les augmentations s'échelonnaient entre 249 p. 100 en Île-du-Prince-Édouard et 1,410 p. 100 en Alberta. Il est intéressant de signaler que les subventions provinciales ont augmenté plus rapidement que les taxes locales dans chacune des neuf provinces, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard et de l'Ontario.

Provincial Grants to School Boards, 1958 compared with 1946
Subventions provinciales aux commissions scolaires 1, en 1958 au regard de 1946

			Increase -	Augmentation
Province	1946	1958	Amount Montant	Percentage of 1946 grants Pourcentage des subventions de 1946
Newfoundland — Terre-Neuve Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard Nova Scotia — Nouvelle-Écosse New Brunswick — Nouveau-Brunswick Québec Ontario Manitoba Saskatchewan Alberta British Columbia — Colombie-Britannique	349 2,553	of dollars — millie 11,533 ² 1,220 12,567 6,829 56,042 129,552 13,190 20,579 48,810 43,217	871 10,014 5,593 49,730 100,262 11,645 16,735 45,578 39,141	% 249 392 453 788 342 754 4433 1,410 960
Nine - Neuf Provinces	52,437	332,006	279,569	533

¹ As reported by the school boards. - D'après les montants déclarés par les commissions scolaires.

As reported by the school boards. — D agrees less 2 Not included in total. — Ne figurant pas au total.

12 REVIEW

Provincial departments of education, in addition to making grants to school boards, perform many other services in the field of elementary and secondary education. These include supervision and inspection, the provision of guidance, audiovisual and other services, setting and marking departmental examinations, and overall administration of the public school system. Consequently, provincial governments bear a somewhat higher share of the total cost of public education than might be inferred from the foregoing table, although the pattern is very similar since grants account for 88 p.c. of total provincial expenditure in this field. (See Table 6).

Between 1954 and 1958 provincial governments' share of total costs increased from 38 p.c. to 44 p.c. The most marked increases were in Alberta (14 p.c.) and British Columbia (12 p.c.) but there were decreases in Prince Edward Island, Nova Scotia and New Brunswick.

Les ministères provinciaux de l'Instruction publique subventionnent les commissions scolaires mais accomplissent aussi plusieurs autres services dans le domaine de l'enseignement élémentaire et secondaire: surveillance et inspection, orientation, auxiliaires audiovisuels et autres, préparation et correction d'examens officiels, et administration générale du système des écoles publiques. En conséquence, les gouvernements provinciaux assument une part un peu plus grande des frais de l'instruction publique que ne le laisse entendre le tableau précédent, bien que la situation soit bien semblable puisque les subventions comptent pour 88 p. 100 de toutes les dépenses provinciales dans ce domaine. (Voir le tableau 6.)

De 1954 à 1958, la part des gouvernements provinciaux a monté de 38 à 44 p. 100 des dépenses totales. Les augmentations les plus marquantes ont été celles de l'Alberta (14 p. 100) et de la Colombie-Britannique (12 p. 100), mais il y a eu baisse en Île-du-Prince-Edouard, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick

Provincial Share of Total Expenditure (Provincial and Municipal) on Elementary and Secondary Education in the Public School Systems, 1954 to 1958

Part des provinces dans les dépenses totales (provinciales et municipales) pour l'enseignement élémentaire et secondaire dans les écoles publiques, 1954 à 1958

Province	1954	1955	1956	1957	1958
	Percentage — Pourcentage				
Newfoundland — Terre-Neuve	85	80	81	80	88
Prince Edward Island - Île-du-Prince Édouard	55	58	61	57	53
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	53	54	58	54	5.5
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	44	46	42	39	3,
Qué bec	35	35	37	37	36
Ontario	37	34	35	38	45
Manitoba	36	33	33	36	4.0
Saskatchewan	31	32	34	40	4(
Alberta	40	56	55	55	54
British Columbia — Colombie-Britannique	39	61	55	52	
Fig. 1 9			33	54	5.
Total	38	42	41	42	4

Table 1. Total Expenditure on Formal Education, Vocational Training and Related Cultural Activities, showing Sources of Funds

This table gives a summary of all expenditures for formal education, vocational training and related cultural activities, indicating the sources of funds. The sources are the same as those used for the basic tables which appear later in this survey, and which give more detail than is possible in a summary table of this kind.

For many reasons it is seldom possible to match exactly the receipts of one body with the related expenditures of its source. Cash in transit at the year-end, differences in fiscal years, and the application of grants to purposes for which they were not originally intended, are all combined with incomplete and inaccurate reporting to make complete reconciliation impossible. Consequently, it is necessary to make some adjustments when trying to show, as in Table 1, the sources of all funds spent on education in Canada during 1958. Where not all revenues were spent in the current year, as in the case of universities and colleges, the amount actually spent has been shown; where expenditures exceeded revenues it was assumed that the deficit was made up from "other sources", so that this item, which may include money obtained by assuming liabilities, is largely a balancing figure in Table 1.

A more important factor causing apparent inconsistencies between the figures shown in Table 1 and those appearing in other tables is the fact that whereas Table 1 is intended to show the original sources of all funds spent on the various educational functions, the basic tables show how each authority spent the funds at its disposal irrespective of the sources from which the money came.

For example, the figure of \$411,435,000 shown in Table 1 as the total provincial contribution to elementary and secondary education, does not agree with the figure of \$415,401,000 for total provincial expenditure shown in Table 6 because the latter figure includes some funds obtained from the federal government and some from fees and other sources, as follows:

Gross provincial	government	expenditure	
(Table 6)			\$415,401,000

Less	prov	incial	reve	nues	specifica	lly appli-
		eleme	ntary	and	secondary	education
from	١.					

HOM:	
Federal Government	\$2,601,000
Examination and other fees	1.058.000

Other sources	307,000
---------------	---------

In Table 1 the amounts deducted in the above calculations form part of the sums shown as coming from the Federal Government, Fees and Other Sources as appropriate.

(i.e. from provincial consolidated revenue)..... \$411,435,000

Formal Education

Formal education, including elementary and secondary schools, teacher training institutions, universities and colleges accounted for 94 p.c. of all educational expenditures in 1958 and received substantial support from all levels of government in addition to appreciable sums from fees and other sources.

Elementary and Secondary Education

For most provinces the figures for local taxation for school purposes are taken from the reports of the Departments of Education or Municipal Affairs. Details of school board finances will be found in Table 9. Municipal support for the handicapped is obtained from the reports of the schools for the blind and deaf, from the Departments of Municipal Affairs and from estimates.

Federal and provincial expenditures are extracted from Public Accounts and will be found in greater detail in Table 4 and Table 6, respectively.

Tableau 1. Dépenses totales pour l'enseignement scolaire, la formation professionnelle et les initiatives culturelles, suivant la provenance des fonds

Le tableau donne un résumé de toutes les dépenses pour l'enseignement scolaire, la formation professionnelle et les initiatives culturelles avec indication de la provenance de l'argent. Il se fonde sur les même sources que les tableaux fondamentaux qui paraissent plus loin dans le présent rapport et donnent plus de détails que ne le permet un tableau récapitulatif.

Pour diverses raisons, il est rarement possible de faire concorder exactement les recettes d'un organisme et les dépenses relatives à leur source. Les sommes en acheminement à la fin de l'année, les différences d'années financières et l'utilisation des subventions à des fins autres que celles qui sont prévues, ainsi que l'insuffisance et l'imprécision des rapports sont autant d'obstacles à la concordance parfaite. En conséquence, il faut faire quelques remaniements en essayant d'indiquer, comme dans le tableau 1, la provenance des sommes dépensées pour l'enseignement au Canada en 1958. Lorsque les recettes n'avaient pas toutes été dépensées durant l'année courante (c'est le cas des universités et collèges), on a indiqué le montant effectivement dépensé et là où les dépenses excédaient les recettes, on a présumé que les "autres provenances" comblaient le déficit, de sorte que ce poste peut comprendre des sommes obtenues par des emprunts et sert principalement de chiffre compensateur au tableau 1.

Il est une autre cause plus importante de l'absence apparante de concordance entre les données du tableau 1 et celles des autres tableaux: que le tableau 1 vise à indiquer la provenance première des montants dépensés pour les divers genres d'instruction, alors que les tableaux fondamentaux indiquent comment chaque autorité a dépensé les sommes à sa disposition, quelle qu'en soit la provenance.

Ainsi le montant de \$411,435,000 indiqué au tableau 1 comme le total des contributions provinciales à l'enseignement élémentaire et secondaire ne concorde pas avec celui de \$415,401,000 du tableau 6, car ce dernier montant comprend des montants obtenus du gouvernement fédéral ou provenant des droits et d'autres sources, à savoir:

Dépenses	brutes	des	gouvernements	provinciaux			
(tableau	6)				\$415	,401	,000

Moins recettes provinciales affectées à l'enseignement élémentaire et secondaire et provenant:

Du gouvernement fédéral\$2,601,000	
Des droits d'examens et autres 1,058,000	
D'autres sources	
Total à déduire\$	3,966,000

Dépenses nettes des gouvernements provinciaux (i.e. provenant du revenu consolidé des provinces) \$411,435,000

Les montants déduits dans ces calculs font partie de ceux qui sont indiqués au tableau 1 comme provenant du gouvernement fédéral, des droits et des autres provenances selon le cas.

Enseignement scolaire

L'enseignement scolaire, c'est-à-dire les écoles élémentaires et secondaires, les institutions pédagogiques, les universités et les collèges, a été comptable de 94 p. 100 de toutes les dépenses d'enseignement en 1958 et a reçu de fortes subventions de tous les échelons de gouvernement en plus des droits et autres provenances.

Enseignement élémentaire et secondaire

Pour la plupart des provinces, le chiffre des taxes scolaires locales est tiré des rapports des ministères de l'Instruction publique ou des Affaires municipales. La statistique financière des commissions scolaires se trouve au tableau 9. Les données su l'aide municipale aux désavantagés proviennent des rapports des écoles pour les sourds et les aveugles, des ministères des Affaires municipales et d'estimations.

Les dépenses fédérales et provinciales sont tirées des comptes publics et sont exposées en détail aux tableaux 4 et 6.

Teacher Training

Expenditure on teacher training outside universities consists, for the greater part, of the costs of operating provincial teachers' colleges. Also included are scholarships and bursaries paid to teachers-in-training, who may sometimes include students in the education faculties of universities. Since the figures comprise expenditures on both full time and summer courses it was impossible to calculate comparable per pupil costs.

Higher Education

In addition to the expenditures of universities and colleges (see Table 7) this section also includes the cost of operating Defence Colleges, and scholarships from federal, provincial and other sources.

Vocational Training

The figures for vocational education shown in this survey are limited to training taking place outside the secondary schools. At present it is not possible to segregate vocational and academic costs at the secondary level since many schools offer both types of courses and many pupils take both academic and vocational subjects.

Also excluded are the costs of operating private trade schools, other than business colleges, as details of their finances are not available.

Related Cultural Activities

This is the only table in which expenditures on cultural activities is reported. It has not been possible, because of the nature of the source material, to limit these figures to purely educational activities and some expenditures on instructional and recreational services have therefore been included

Adult Education including Night Schools

Although many local school boards operate night classes in their schools, it has not been possible to show in this table their expenditures on this activity since, in most cases, no separate record is kept of the costs of evening education. It would be very difficult for the boards to do this since the same buildings and often the same teachers are generally used for both day and night schools. Expenditures on such night classes are therefore included in the item "Elementary and Secondary: Public Schools". No record of municipal contributions to adult education, as distinct from local recreational programs, is available.

Provincial expenditures on adult education are also incomplete since most provincial Departments of Education do not distinguish between grants paid for day school and night school operations. The figure shown is therefore limited to those grants which are specifically earmarked for night schools, and to the cost of supplies and services provided for adult education and grants for instruction in citizenship.

The federal government supplies language texts for citizenship classes and makes a grant to provincial governments equal to half of their expenditure on classes for New Canadians. It also makes an annual grant to Frontier College.

Fine Arts and Handicrafts

The provincial contributions under these headings consist of grants and services to promote handicrafts, dramatic, literary, art and musical festivals and competitions. Also included are grants to schools of fine arts which are not connected with a university.

The federal government's contribution consists almost entirely of grants, made through the Canada Council, for the encouragement of arts, humanities and social sciences, amounting to \$1,047,000. This includes grants made to individuals and to organizations such as symphony orchestras, theatre groups, art galleries, etc. It does not, of course, include grants made by the Canada Council to universities for capital purposes.

Formation pédagogique

Les dépenses pour la formation pédagogique en dehors des universités sont, en majeure partie, les frais d'administration des écoles normales provinciales. Elles comprennent aussi les bourses versées aux instituteurs en stage de formation et au nombre desquels se trouvent parfois des étudiants des facultés universitaires de pédagogie. Étant donné que les dépenses comprennent celles des cours à temps plein et d'été, il a été impossible de calculer un coût par élève comparable.

Enseignement supérieur

En plus des dépenses des universités et collèges (voir le tableau 7), la présente section donne les frais d'administration des collèges militaires, et les bourses fédérales, provinciales et autres.

Formation professionnelle

Les données du présent rapport ne considèrent que la formation professionnelle donnée en dehors des écoles secondaires. A l'heure actuelle, il est impossible de distinguer les frais de formation professionnelle des frais généraux au niveau secondaire, car plusieurs écoles donnent les deux genres de cours et plusieurs élèves choisissent des matières dans les deux domaines.

Sont aussi exclus les frais des écoles privées de métiers autres que les collèges commerciaux, car on ne possède pas le détail de leurs finances.

Initiatives culturelles connexes

Le présent tableau est le seul à donner les dépenses pour les initiatives culturelles. Il n'a pas été possible, vu la nature des sources, de distinguer les frais des initiatives purement éducatives, de sorte que les données comprennent des dépenses pour des services d'information et de divertissement.

Éducation des adultes et cours du soir

Même si plusieurs commissions scolaires organisent des cours du soir dans leurs écoles, il n'a pas été possible d'indiquer leurs dépenses à cette fin dans le tableau, car, dans la plupart des cas, elles ne tiennent pas de dossiers distincts pour les cours du soir. Il serait d'ailleurs très difficile pour les commissions scolaires de le faire, car les mêmes écoles et souvent les mêmes instituteurs servent généralement aux cours du jour et du soir. Les dépenses pour les cours du soir dans leur cas sont donc comprises au poste "Élémentaire et secondaire: Écoles publiques". Quant aux contributions municipales à l'éducation des adultes, on ne possède pas de données distinctes des programmes récréatifs locaux.

Les dépenses provinciales pour l'éducation des adultes sont également incomplètes, car la plupart des ministères de l'Instruction publique ne distinguent pas les subventions versées pour les cours du jour ou pour les cours du soir. Le chiffre indique se limite donc aux subventions affectées spécifiquement aux cours du soir et au coût des fournitures et services de l'éducation des adultes, ainsi qu'aux subventions pour les cours de citoyenneté.

Le gouvernement fédéral fournit les manuels de langues pour les classes de citoyenneté et rembourse les gouvernements provinciaux de la moitié de leurs dépenses pour les cours donnés aux Néo-Canadiens. Il accorde aussi une subvention annuelle au Frontier College.

веаu-arts et artisanat

Dans ce domaine, les contributions provinciales sont des subventions et des services qui favorisent l'artisanat et les concours et festivals de théâtre, de littérature, d'art et de musique. Sont aussi comprises les subventions aux écoles de beaux-arts indépendantes d'une université.

La contribution fédérale se limite presque totalement aux subventions faites par l'entremise du Conseil des Arts pour encourager les arts, les humanités et les sciences sociales, soit \$1,047,000. Ce chiffre comprend les sommes versées à des particuliers et à des organismes tels que les orchestres symphoniques, les Societés de comédiens, les galeries d'art, etc. Il ne comprend pas les subventions du Conseil des Arts-aux universités pour fins de capital.

Libraries

Total expenditures of public libraries were obtained from the 1958 reports of the libraries which are also the source of the figure of municipal expenditure. Provincial expenditures, which are extracted from Public Accounts, consist of grants and services to public libraries plus the operating costs of legislative libraries. The federal expenditures included are those on the Parliamentary Library and National Library.

Museums, Archives, Art Galleries, etc.

Only federal and provincial expenditures shown in Public Accounts, are included here, a small part of which is recovered from admission fees, sales, etc. Federal expenditures for capital purposes amounted to \$3,449,000, of which the greater part was for the National Gallery in Ottawa. Other large items of federal expenditure were \$636,000 for the operation of and purchases for the National Gallery, \$569,000 for the National Museum, \$724,000 for Public Archives and the National Library and \$272,000 for Historical Sites and National Battlefields.

Bibliothèques

Le chiffre des dépenses des bibliothèques publiques provient des rapports des bibliothèques pour l'année 1958; le chiffre des dépenses municipales vient aussi de la même source. Les dépenses provinciales, prises dans les comptes publics, sont les subventions et services accordés aux bibliothèques publiques et le maintien des bibliothèques législatives. Les dépenses fédérales sont celles de la Bibliothèque du Parlement et de la Bibliothèque nationale.

Musées, archives, galeries d'art, etc.

Les dépenses fédérales et provinciales indiquées dans les comptes publics sont les seules à figurer ici; une faible partie en est recouvrée grâce aux droits d'entrée, aux ventes, etc. Les dépenses fédérales pour immobilisations ont atteint \$3,449,000, en majeure partie pour la Galerie nationale d'Ottawa. Les autres grosses dépenses fédérales comprenaient \$636,000 pour le fonctionnement et les achats de la Galerie nationale, \$569,000 pour le Musée national, \$724,000 pour les Archives publiques et la Bibliothèque nationale, et \$272,000 pour les lieux historiques et les champs de bataille nationaux.

TABLE 1. Total Expenditure on Formal Education, Vocational Training, and related Cultural Activities, showing Sources of Funds, 1958

TABLEAU 1. Dépenses totales aux fins d'enseignement scolaire, de formation professionnelle et initiatives culturelles connexes, selon la provenance des fonds, 1958

culturelies connexes, seion ix prov						
	Local	Provin- cial ¹ govern-	Federal govern-	Fees	Other sources	Total expend- iture
Type of education	taxation	ments	ment	1,669	-	-
Genre d'instruction	Taxes locales	Gouverne- ments provin- ciaux ¹	Gouverne- ment fédéral	Droits	Autres prove- nances	Dépenses totales
		thousands	of dollars	- milliers	de dollars	
Formal education — Enseignement scolaire:						
Elementary and secondary — Élémentaire et secondaire: Public schools — Écoles publiques	495,720	403,413	15, 556	5,098	14, 117	933, 904
Handicapped and other outside the public schools — Infirmes et autres nors	555	5, 985		• • •	254	6,794
Government correspondence schools - Ecoles officielles de cours par		1,392	38	536		1, 966
correspondance ,	• • •	645				648
Indian and Eskimo education — Instruction des Indiens et des Esquimaux Private schools — Écoles privées	• • •	• • •	29,5702	31, 868	8, 036	29,570 39,90
Total	496, 275	411, 435	45,164	37, 502	22,407	1, 012, 783
Teacher training outside universities — Formation pédagogique hors des universités	* * *	11,234	15	338	131	11,718
Higher education — Enseignement supérieur:						
Universities and colleges — Universités et collèges: Current operating expenditure — Dépenses courantes de fonctionnement Plant expenditure from current funds — Immobilisations sur fonds cou-	348	41,286	26, 277 ³	33, 546	12,340	113, 79
rants	33	27, 777	3, 625		4 204	31, 43
Research in universities — Recherche dans les universités		974	9, 253 4, 362	• • •	4,384	4. 36
Scholarships — Bourses Other — Autres	•••	1,938 46	2, 203 345		11	4, 15
Total	381	72, 021	46,065	33,546	16,735	168,74
Undistributable expenditure — Dépenses non répartissables			291			291
Total, formal education - Total, enseignement scolaire	496,656	494,690	91, 535	71,386	39,273	1,193,540
Vocational training - Formation professionnelle:						
Institutes of technology - Instituts technologiques		11,506	1, 795	1,044	179	14, 52
Trades training - Formation dans un métier ou une profession		10,851	1,014	600	439	12, 90
Apprenticeship Apprentissage		2, 377	1,699	47	82	4, 20
Training of - Formation de:						
Unemployed — Chômeurs		539 429	455 338		3	99
Health and welfare personnel — Personnel de la santé et du bien-être	• • •	768	2, 051		13	2, 83
Inmates of reform institutions — Détenus des institutions de correction Indi ans and Eskimos — Indiens et Esquimaux	* * *	372	261 564	***		63 56
Other public expenditures on vocational training — Autres dépenses publiques aux fins d'enseignement professionnel		388	291	6	4	68
Private business colleges — Collèges commerciaux privés		***	• • •	3,489		3,48
Total	9 9 9	27, 230	8,468	5,186	720	41,60
Cultural activities4 - Initiatives culturelles4:						
		1,613	389	1		2,00
Adult education including night schools — Éducation des adultes et cours du soir	5	1,010				2,90
Adult education including night schools — Éducation des adultes et cours du soir	5	1,801	1,047	53		
soir Fine arts — Beaux-arts Handicrafts — Artisanat			1,047	53		21
soir Fine arts — Beaux-arts Handicrafts — Artisanat		1,801 212	• • •		• • •	
soir Fine arts — Beaux-arts Handicrafts — Artisanat Libraries ⁶ — Bibliothèques ⁶	10,458	1, 801 212 2, 851	542	45	1,242	15, 13
Fine arts — Beaux-arts Handicrafts — Artisanat Libraries ⁶ — Bibliothèques ⁶ Archives, museums and art galleries — Archives, musées et galeries d'art	10,458	1, 801 212 2, 851 1, 811	542 6,137	45	1, 242	15, 13 7, 95
Fine arts — Beaux-arts Handicrafts — Artisanat Libraries ⁶ — Bibliothèques ⁶ Archives, museums and art galleries — Archives, musées et galeries d'art National Film Board productions — Office national du film, productions	10,458	1, 801 212 2, 851 1, 811	542 6,137 569	45	1, 242	15, 13 7, 95 56
Fine arts — Beaux-arts Handicrafts — Artisanat Libraries — Bibliothèques Archives, museums and art galleries — Archives, musées et galeries d'art	10,458	1, 801 212 2, 851 1, 811	542 6,137	45	1, 242	21 15, 13 7, 95 56 12

¹ Including Yukon and Northwest Territories. — Y compris le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.
² Details of expenditure on Indian and Eskimo education and training will be found in Table 5. — Le tableau 5 détaille les dépenses pour l'instruction et la formation des Indiens et des Esquimaux.
³ Includes \$7,295,000 held in trust for Quebec universities. — Comprend \$7,295,000 gardés en dépôt en faveur des universités du Québec.
² Limited to reported expenditures of public funds. — Ne comprend que les dépenses déclarées des deniers publics.
² Included in ''Elementary and secondary: Public schools''. — Compris dans ''Elémentaire et secondaire: Ecoles publiques.''
6 Includes capital costs from current funds. — Comprend les immobilisations sur fonds courants.

Table 2. Total Expenditure on Formal Education

The purpose of this table, which summarizes the information available from all federal, provincial and municipal reports, is to show the net expenditures of each of the spending agencies listed. Column 1 shows their gross expenditure; Columns 2 to 4 show grants and contributions received from the three levels of government, which are deducted to show in Column 5 the unduplicated expenditures of public school boards, universities and colleges, etc.

Municipal governments appear in this table as contributing only to schools for the blind and deaf and to universities and colleges, but it should be remembered that in most provinces the municipalities are responsible for the levying and collecting of taxes for school purposes, which account for most of the school boards' income, other than that from the federal or provincial governments.

Although schools for the blind and deaf receive contributions from all levels of government, this table shows separately only their income from municipal and from "other sources". There are schools for the blind in four provinces and for the deaf in seven. One for the blind and one for the deaf, serving the Atlantic provinces, get most of their support from the provincial governments and from municipalities in Nova Scotia. With one exception, the schools in Quebec are operated by religious orders but receive some provincial subsidies; the schools in Ontario and the western provinces are operated by the provincial Departments of Education.

Total expenditure on formal education for 1958 was \$1,193,540,000, an increase over 1957 of 14 p.c.

Tableau 2. Dépenses totales aux fins d'enseignement scolaire

Le tableau a pour objet de récapituler les renseignements disponibles dans les rapports fédéraux, provinciaux et municipaux et d'indiquer les dépenses nettes de chacun des organismes mentionnés. La colonne 1 donne les dépenses brutes; les colonnes 2 à 4 indiquent les subventions et les contributions reçues des trois échelons de gouvernement, lesquelles sont déduites pour indiquer dans la colonne 5 les dépenses sans double emploi des commissions des écoles publiques, des universités et collèges, etc.

Les gouvernements municipaux ne semblent, dans ce tableau, contribuer qu'aux écoles pour les aveugles et les sourds et aux universités et collèges, mais il faut se rappeler que dans la plupart des provinces les municipalités ont la charge d'imposer et de percevoir les taxes scolaires qui constituent la presque totalité du revenu des commissions scolaires en dehors des subventions fédérales ou provinciales.

Même si les écoles pour aveugles et sourds reçoivent de l'aide de tous les échelons de gouvernement, le présent tableau n'indique séparément que l'aide des municipalités et les "autres provenances". Quatre provinces ont des écoles pour aveugles et sept en ont pour les sourds. L'école pour aveugles et l'école pour sourds qui desservent les provinces de l'Atlantique reçoivent l'aide des gouvernements provinciaux et des municipalités de la Nouvelle-Écosse. Sauf une seule, les écoles du Québec sont dirigées par des communautés religieuses, mais elles reçoivent des subventions de la province; les écoles de l'Ontario et des provinces de l'Ouest sont dirigées par les ministères de l'Instruction publique.

Les dépenses totales pour l'enseignement scolaire ont atteint \$1,193,540,000 en 1958, soit 14 p. 100 de plus qu'en 1957.

TABLE 2. Total Expenditure on Formal Education in Canada by Publicly-controlled and Private Bodies, 1958
TABLEAU 2. Dépenses totales des organismes publics et privés pour l'enseignement scolaire au Canada, 1958

		T.e	ess receipts fr	Om	
	Gross	Moins	Un- duplicated		
	expenditure Dépenses brutes	Federal govern- ment Gouverne- ment	Provincial govern- ments ¹ Gouverne- ments ¹	Municipal govern- ments 	expenditure Dépenses sans double emploi
		fédéral	provinciaux	municipaux	
		tnousands of	dollars — mill	iers de dollars	;
1. Boards of public schools - Commissions des écoles publiques	863,581	5,043	344,362		514, 176
2. Universities and colleges — Universités et collèges	152, 548	31,860	70,037	381	50,270
3. Provincial governments ¹ - Gouvernements provinciaux ¹	501,705	5,170	• • •	• • •	496,535
4. Federal government - Gouvernement fédéral	91,535	• • •			91,535
5. Municipal governments' contributions to — Contributions municipales aux:					
(a) Universities and colleges — Universités et collèges	381				381
(b) Schools for blind and deaf — Écoles pour aveugles et sourds	555	• • •	• • •		555
6. Schools for blind and deaf - Écoles pour aveugles et sourds:					
Expenditures from other than government sources — Dépenses sur fonds autres que ceux des gouvernements	184	• • •			184
7. Private elementary and secondary schools — Écoles élémentaires et secondaires privées	39, 904	0 0 0	0 0 0	• • •	39,904
Total expenditure on formal education — Dépenses totales pour l'en- seignement scolaire	• • •			•••	1, 193, 540

¹ Including Yukon and Northwest Territories. - Y compris le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Table 3. Expenditures on Formal Education by the Municipalities, Provinces and the Federal Government

Public expenditures on formal education are made by municipal, provincial and federal governments. Column 1 gives the amounts collected from school taxes and spent on the public schools. Columns 2 and 3 show grants made by municipal governments from general municipal funds. Column 4 is the sum of columns 1, 2 and 3 and shows total municipal expenditure on education. Column 5 shows gross provincial expenditure on education from which federal contributions (column 6) are deducted to give the net expenditure of the provinces (column 7).

Column 8 shows federal expenditure, unduplicated, and column 9, which is the sum of columns 4, 7 and 8, represents total public expenditure.

Tableau 3. Dépenses des municipalités, des provinces et du gouvernement fédéral aux fins d'enseignement scolaire

Les dépenses des deniers publics pour l'enseignement scolaire relèvent des autorités municipales, provinciales et fédérales. La colonne 1 donne les sommes prélevées par les taxes scolaires et dépensées pour les écoles publiques. Les colonnes 2 et 3 indiquent les subventions municipales provenant des fonds généraux des municipalités. La colonne 4 est la somme des colonnes 1, 2 et 3 et donne le total des dépenses municipales pour l'enseignement. La colonne 5 donne les dépenses provinciales brutes pour l'enseignement; en déduisant les contributions fédérales (colonne 6), on obtient les dépenses nettes des provinces (colonne 7).

La colonne 8 donne les dépenses fédérales sans double emploi et la colonne 9, qui est la somme des colonnes 4, 7 et 8, représente les dépenses totales de deniers publics.

TABLE 3. Expenditures on Formal Education by the Municipalities, Provinces and the Federal Government
1958 and 1958-1959

TABLEAU 3. Dépenses des municipalités, des provinces et du gouvernement fédéral aux fins d'enseignement scolaire 1958 et 1958 - 1959

		Municipal -	- Municipales		Provin	Provincial - Provinciales			Total	
Postor	School tax	tax		(cols. 1 to 3)		Federal monies included	Net (col. 5 less col. 6)	Federal expend- itures	expend- itures (cols. 4, 7, 8)	
Province	Impôts scolaires	Handi- capped Désavan-	Universities and colleges — Universités	Total (col. 1 à 3)	Brutes	Contri- butions fédérales comprises	Nettes (col. 5 moins col. 6)	Dépenses fédérales	Dépenses totales (col. 4,	
	(1)	tagés (2)	et collèges (3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	7, 8) (9)	
	thousands of dollars — milliers de dollars									
Newfoundland - Terre-Neuve	163	_	-	163	14, 133	257	13,876	1,319	15,358	
Prince Edward Island — Île-du-Prince- Edouard	1,178	_	_	1,178	1,660	52	1,608	438	3,224	
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	14,329	93	48	14,470	17,555	204	17,351	2,800	34,621	
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	14,797	65	_	14,862	10,527	174	10,353	2,866	28,081	
Québec	122, 191	397		122,588	103,296	898	102,398	9, 112¹	234,098	
Ontario	197,656	wala	299	197, 955	185,782	2,705	183,077	25,089	406,121	
Manitoba	24,400	_	14	24,414	22,983	238	22,745	6,563	53,722	
Saskatchewan	34,613	-	_	34,613	27,539	279	27, 260	5,283	67, 156	
Alberta	41,092	_	_	41,092	59,960	28	59,932	7, 295	108,319	
British Columbia - Colombie-Britannique	45, 128	_	20	45, 148	56,337	283	56,054	9,430	110,632	
Total provinces	495,547	555	381	496,483	499, 772	5,118	494,654	70, 195	1,061,332	
Yukon	69	_	-	69	763	-	763	645	1,477	
Northwest Territoires — Territoires du Nord-Ouest	104	_		104	1,170	52	1,118	7,563	8, 785	
Total territories — Territoires	173	_	-	173	1, 933	52	1,881	8, 208	10, 262	
Overseas - Outre-mer	_	_	name.	_	_	- .	-	1, 211	1,211	
Undistributed - Non réparties	_	_	_	-	_		_	11,921	11,921	
Total Canada	495,720	555	381	496,656	501, 705	5,170	496,535	91,535	1,084,726	

¹ Not including per Capita grant of \$7,295,000 held in trust by Canadian Universities Foundation. This amount is included in "undistributed" Federal expenditure. — Sans les \$7,295,000 de subvention par habitant gardés en dépôt par la Fondation des universités du Canada. Ce montant figure dans les dépenses fédérales non réparties.

Table 4. Contributions to Formal Education by the Federal Government

The federal government spent around \$100,000,000 on education during the fiscal year ended March 31, 1959. Of this amount \$91,535,000 was spent on formal education at all levels from kindergarten to post-graduate.

The federal government's chief responsibility for formal education is the schooling of the children of residents on crown lands, including Indian reservations, defence stations and some land operated under the Departments of Transport and Agriculture.

The Department of National Defence arranges for the education of the children of service personnel both in Canada and overseas. In the provinces, the arrangements made are adapted to the circumstances of each situation. Where a civilian school, within commuting distance of a defence station, offers the courses required, the service children attend that school and the Department of National Defence pays fees to the board based on per pupil cost. In some cases, where service children attend a board-operated school, the Department of Finance pays to the municipality an annual contribution in lieu of taxes, based on the assessment of Department of National Defence property. In other cases, the Department contributes towards the construction cost of a new school being built by a civilian board on the basis of the proportion of service children expected to attend the school. Finally, if no other method of providing school facilities is available, a school is built on the defence station and operated by a board set up for that purpose. In such cases, the Department of National Defence is responsible for the full cost of construction and operation, although in most provinces these boards receive grants from the provincial Department of Education.

During the fiscal year under review, the Department of National Defence also operated 13 schools in four different European countries. The total operating cost of these schools was met by the Department.

The Canadian Vocational Training Branch of the Department of Labour contributes through the provincial governments to vocational training at all levels, including the operating costs of vocational programs in secondary schools. Details of other federal contributions to vocational education will be found in Table 16.

The federal Department of Health and Welfare makes a small contribution to the cost of health services in elementary and secondary schools and makes research grants to several universities.

The item "Films, Filmstrips and School Broadcasts" consists of educational expenditures of the Canadian Broadcasting Corporation and the National Film Board. In the case of the CBC, the cost of school broadcasts only is included, since no separate account is kept of the cost of other educational and cultural programs. This item also includes the production costs of films and filmstrips made by the National Film Board for use in schools. These are made available to the provincial audio-visual branches which are charged only the cost of printing copies.

The financing of the education of Indians and Eskimos is dealt with more fully in Table 5.

General grants to universities and colleges consist mainly of grants made by the Department of Finance and distributed through the National Conference of Canadian Universities and Colleges. For the fiscal year 1958-59, this amount was raised from \$1.00 to \$1.50 per capita of provincial population and was distributed among the universities within the provinces on the basis of their full-time enrolment. In Quebec, only two small universities accepted the grants in 1958 and the remaining amount allocated to that province was held in trust by the National Conference of Canadian Universities and Colleges and is shown in the Undistributed column.

Tableau 4. Contributions du gouvernement fédéral à l'enseignement scolaire

Le gouvernement fédéral a dépensé environ 100 millions de dollars pour l'enseignement durant l'année financière terminée le 31 mars 1959. Ce montant comprenait \$91,535,000 pour l'enseignement scolaire à tous les échelons depuis le jardin d'enfants jusqu'aux études universitaires avancées.

Sous le rapport de l'enseignement scolaire, le gouvernement fédéral est responsable del'instruction des enfants des résidents des terres de la Couronne, y compris les réserves indiennes, établissements militaires et de certaines terres des ministères des Transports et de l'Agriculture.

Le ministère de la Défense nationale pourvoit à l'instruction des enfants de son personnel militaire tant au Canada qu'outremer. Dans les provinces, les ententes conclues tiennent comptent des circonstances locales. Lorsqu'une école civile est à une distance abordable de l'établissement militaire et donne les cours requis, les enfants des militaires la fréquentent et le ministère de la Défense nationale paie des droits à la commission scolaire au prorata du coût par élève. Dans certains cas, lorsque les enfants des militaires fréquentent une école dirigée par une commission scolaire, le ministère des Finances verse à la municipalité, en lieu et place de taxes, une contribution annuelle fondée sur l'évaluation foncière du ministère de la Défense nationale. Dans d'autres cas, le ministère aide à la construction d'une nouvelle école construite par une commission scolaire d'après la proportion d'enfants de militaires qui fréquenteront l'école. Enfin, s'il n'y a pas d'autre moyen de faire instruire les enfants, une école est construite à l'établissement militaire et est dirigée par une commission créée à cette fin. Dans ces cas-là, le ministère de la Défense nationale assume entièrement le coût de la construction et de l'entretien, bien que dans la plupart des provinces ces commissions recoivent des subventions du ministère provincial de l'Instruction publique.

Durant l'année financière observée, le ministère de la Défense nationale dirigeait 13 écoles dans quatre pays d'Europe. Tous les frais d'administration de ces écoles étaient à la charge du ministère.

La Direction de la formation professionnelle au Canada du ministère du Travail, par l'entremise des gouvernements provinciaux, contribue a la formation professionnelle a tous les niveaux, y compris aux frais des programmes d'enseignement professionnel dans les écoles secondaires. Le tableau 16 donne d'autres détails sur les contributions fédérales à la formation professionnelle

Le ministère fédéral de la Santé et du Bien-être social contribue dans une certaine mesure aux services de santé dans les écoles élémentaires et secondaires et subventionne des recherches dans quelques universités.

Le poste''Films animés et fixes et émissions radiophoniques scolaires'' comprend les dépenses de Radio-Canada et de l'Office national du film à des fins éducatives. Dans le cas de Radio-Canada, il s'agit du coût des émissions scolaires seulement, car il n'existe pas de compte distinct pour les frais des autres émissions éducatives et culturelles. Le poste comprend aussi les frais de l'Office national du film dans la production de films à l'intention des écoles. Ces films sont offerts aux services audiovisuels des provinces qui n'ont à payer que les frais de la production.

Le financement de l'instruction des Indiens et des Esquimaux est exposé plus en détail au tableau $5.\,$

Les subventions générales aux universités et collèges comprennent principalement les subventions versées par le ministère des Finances et distribuées par la Conférence nationale des universités canadiennes. Pour l'année financière 1958-1959, le montant a passé de \$1 à \$1.50 par habitant de la province et a été réparti entre les universités en proportion de leurs inscriptions à temps plein. Dans le Québec, seulement deux petites universités ont accepté les subventions en 1958 et le reste du montant alloué à cette province et gardé en fiducie par la Conférence nationale des universités canadiennes est indiqué dans la colonne des fonds non distribués.

The Act setting up the Canada Council provided for the establishment of a fund of \$50,000,000 to be used for capital grants to universities. Grants made from this fund may equal half the total cost of any project although the amount allocated to each province is determined by population.

Several federal government departments make research grants to universities or make scholarships available for studies in the fields in which they are interested.

As far as possible, the costs of National Defence Colleges were limited to costs deemed to be for formal education omitting the expenses of military training. The amount shown for construction, however, was the total amount spent for capital purposes.

The Department of Veterans' Affairs ensures that veterans and children of the war dead receive the fullest possible opportunities for education and, in meeting this responsibility, it makes payments for education at all levels. Correspondence courses originally intended for veterans are made available to federal government employees and inmates of penitentiaries. The cost of other education in penitentiaries is borne by the Department of Justice.

Since construction of federal schools is financed from current funds the amount spent is likely to vary considerably from year to year. In this respect it differs from construction carried out by school boards, which is financed by the sale of debentures so that the capital cost is spread over a period of twenty to thirty years.

La loi qui a créé le Conseil des Arts a constitué un fonds de 50 millions de dollars en vue des subventions de capital aux universités. Les subventions prises sur ce fonds peuvent aller jusqu'à la moitié du coût d'un projet quelconque, mais le montant alloué à chaque province est déterminé d'après la population.

Plusieurs ministères fédéraux accordent des subventions de recherche aux universités ou des bourses d'études dans les domaines qui les intéressent.

Dans la mesure du possible, les frais des collèges militaires sont restreints à l'enseignement scolaire régulier, à l'exclusion de la formation militaire. Le montant indiqué pour la construction était toutefois le montant total dépensé en immobilisations.

Le ministère des Affaires des anciens combattants voit à ce que les anciens combattants et les enfants des morts de la guerre aient toutes les chances possibles de s'instruire et, pour s'acquitter de cette responsabilité, fait des paiements pour l'enseignement à tous les degrés. Les cours par correspondance d'abord à l'intention des anciens combattants sont accessibles aux fonctionnaires fédéraux et aux détenus des pénitenciers. Les autres frais d'enseignement dans les pénitenciers sont à la charge du ministère de la Justice.

Étant donné que la construction d'écoles fédérales est financée sur les fonds courants, le montant dépensé varie sensiblement d'une année à l'autre. Sous ce rapport, la construction diffère de la construction entreprise par les commissions scolaires qui la financent par la vente d'obligations de sorte que le coût en est réparti sur une période de vingt ou trente ans.

Table 5. Federal Expenditures on the Education of Indians and Eskimos

The federal government is responsible for the education of Indians and Eskimos throughout Canada and carries out these responsibilities through two departments of government.

The Indian Affairs Branch of the Department of Citizenship and Immigration (column 1) looks after the education of Indians in the Yukon and in all the provinces except Newfoundland, where there are no Indians within the meaning of the Act, as all Indians in that province have full citizenship. It operates both day and residential schools for Indian pupils and these schools follow the curriculum of the province in which they are situated. Wherever possible, however, it is the policy of the department to have Indian children attend public schools and about 11 per cent of current costs go for fees to public schools, a proportion which is likely to increase as integration progresses.

Item 5 consists of tuition and maintenance fees paid to private schools (including church-operated schools) and to schools for the blind and deaf.

Capital outlays consist not only of expenditures for schools constructed for the Indian Affairs Branch but also of contributions made to school boards for providing facilities to be used in part by Indian students.

Those children who wish to continue their education beyond the secondary level receive assistance so long as their progress is satisfactory. Assistance may range from tuition fees only to full maintenance where the financial circumstances of the family warrant it. Scholarships are also offered to encourage outstanding students to attend universities or complete their training in vocational fields, nursing, and the fine arts.

Expenditures on vocational education are mostly through fees to provincial technical institutes and trade schools or to private trade schools and business colleges, but vocational courses are provided on some reserves, particularly those which are isolated from the larger population centres.

The Northern Administration Branch of the Department of Northern Affairs and National Resources (column 2) is responsible for the education of Eskimos and, by agreement with the Department of Citizenship and Immigration, of the Indians in the Northwest Territories. Under an agreement with the government of the Northwest Territories, it is also responsible for the development of the public school system throughout the territories and in 1958-59 directly operated all the schools, with the exception of one public school and one R.C. separate school in Yellowknife. The Department's schools serve all races and the Council of the Northwest Territories reimburses the federal government for the cost of educating white children at a rate of \$375 per pupil per year. Construction costs of these schools are shared between the territorial and federal governments according to the percentage of Indians, Eskimos and white children expected to attend the completed school. The figures shown here are net after deducting reimbursements of \$273,000 on current operations and \$694,000 on construction made by the territorial government for the education of non-Indian and non-Eskimo children.

Tableau 5. Dépenses fédérales pour l'instruction des Indiens et des Esquimaux

Le gouvernement fédéral est responsable de l'instruction des Indiens et des Esquimaux par tout le Canada; il s'acquitte de cette obligation par l'entremise de deux de ses ministères.

La Direction des affaires indiennes du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (colonne 1) s'occupe de l'instruction des Indiens au Yukon et dans toutes les provinces, à l'exception de Terre-Neuve où il n'y a pas d'Indiens au sens de la loi, puisque tous les Indiens de cette province ont leur pleine citoyenneté. Elle dirige des écoles du jour et des pensionnats pour les élèves indiens; le programme est celui de la province où ces écoles sont situées. Toutefois, le ministère vise autant que possible à envoyer les enfants indiens dans les écoles publiques et environ 11 p. 100 des frais courants sont des droits versés aux écoles publiques; ce pourcentage augmentera vraisemblablement à mesure que l'intégration augmentera.

Le poste 5 indique les droits de scolarité et d'entretien versés aux écoles privées (y compris les écoles confessionnelles) et aux écoles pour aveugles et sourds.

Les immobilisations comprennent non seulement la construction d'écoles pour la Direction des affaires indiennes mais aussi les contributions versées aux commissions scolaires pour les locaux utilisés par les élèves indiens.

Les enfants qui désirent poursuivre leurs études au-delà du secondaire reçoivent de l'aide aussi longtemps que leur progrès est satisfaisant. L'aide accordée varie depuis les seuls frais de scolarité jusqu'au plein entretien lorsque les circonstances financières de la famille le demandent. Des bourses sont aussi accordées pour encourager les étudiants doués à fréquenter l'université ou à compléter leur formation professionnelle, infirmière ou de beaux-arts.

Les dépenses pour la formation professionnelle sont principalement des droits versés aux instituts techniques et aux écoles de métiers des provinces ou aux écoles privées de métiers ou de commerce; mais des cours de formation professionnelle sont donnés dans certaines réserves, surtout celles qui sont isolées des grands centres de population.

La Direction des régions septentrionales du ministère du Nord canadien et des Ressources nationales (colonne 2) est responsable de l'instruction des Esquimaux et, par suite d'une entente avec le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, de celle des Indiens des Territoires du Nord-Ouest. En vertu d'une entente avec le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, elle est aussi responsable de l'expansion du système des écoles publiques dans tous les territoires et, en 1958-59, elle a dirigé toutes les écoles, sauf une école publique et une école séparée catholique à Yellowknife. Les écoles du ministère desservent toutes les races et le Conseil des Territoires du Nord-Ouest rembourse au gouvernement fédéral les frais d'instruction des enfants blancs à raison de \$375 par élève et par année. Les frais de construction des écoles sont partagés par les gouvernements territorial et fédéral suivant le pourcentage d'Indiens, d'Esquimaux et de blancs qui fréquenteront l'école. Les chiffres donnés ici sont les chiffres nets après déduction des remboursements de \$273,000 de dépenses courantes et de \$694,000 de frais de construction du gouvernement territorial pour l'instruction d'enfants autres que les Indiens et les Esquimaux.

TABLE 4. Contributions to Formal Education by the Federal Government; Fiscal Year ended March 31, 1959

	Fiscal Year e	Haca mar	JII 01, 10.		-						
		New- found- land	Prince Edward Island	Nova Scotia	New Brunswick	Out to	Outoute	Manitaha			
		Terre- Neuve	Île-du- Prince- Edouard	Nouvelle- Ecosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba			
No.	thousands of dollars										
					1						
	Elementary and secondary education:										
	Armed forces' dependants' education: Department of National Defence schools:							i			
1	Teachers' salaries	91	72	409	97 33	489 167	1,668 571	518 177			
2 3	Other current operations	31	25	140 16	98	_	64	45			
4	Construction	263	40	149	703	401	585	82			
5	Payments to other authorities	-	1	39	138	208	293 1,429	125			
6	Vocational schools' operations	62	_	94	130	50	25	94			
7	Films, filmstrips and school broadcasts	15	2	12	10		125	8			
8	Payments for other children on crown lands	114	11	_	19	480	2	1			
10	Correspondence courses	_			-	_	-				
10											
1	Education of Indians in provinces and Yukon: Federal schools:										
11	Teachers' salaries	- 40³	10	153	84	467 280	980 564	809 640			
12 13	Other current operations	333	8	47 67	30	249	923	420			
14	- Residential schools Administration and inspection	_	_	26	38	454	409	349			
15 16	Operational cost of denominational schools	_	_	81	-	335	852	1,014			
17 18	Payments to other authorities — public ————————————————————————————————————	_	6	40	34	133 15	464 19	82			
	Education of Eskimos and Indians in the Northwest Territories and Eastern Arctic: ²										
19	Federal schools: Teachers' salaries				_						
20	Other current operations	-	_	_	_	_	_	_			
21 22	Equipment	_	_	_	_	*****	_				
23	Total	649	176	1, 274	1, 354	3,728	8,979	4, 373			
24	Teacher training fees for Indian students	_	-	_	-	3	4				
	Higher Education:										
	Universities and colleges;										
25	General grants	657	150	1,067	865	31	8,705	1,305			
26 27	Capital grants Health grants and projects ⁵	_	106	4	455	207	2,070	417			
28	Extension work through universities	_	_	22 52	20	397	183	eiro			
29	Research grants to universities	5	_	319	108	3, 232	3,084	442			
30	Defence colleges - Operations	_	_			1,630	1,767				
31	- Construction	_	_	_	_	33	80	uine.			
32	Scholarships and student aid	8	6	10	30	_	100	6			
33	Fees and grants for higher education for veterans and child- ren of war dead.	_	_	20	13	9	45	6			
34	Living allowances for veterans and children of war dead	_	-	28	19	13	64	9			
35	Other	-	_	4	2	9	8	5			
36	Total	670	262	1,526	1,512	5, 381	16, 106	2, 190			
	Other:										
37	Education of veterans and children of war dead, not included above.	-	-	-	-	-	_	-			
38	Academic education in penitentiaries	_	_		_		_	_			
39	Education statistics	-	_	-	-		_	_			
40	Total	-	_	-		-					
	Total, formal education										

Overseas schools.

Net federal expenditures after deducting territorial contributions to federal schools.

Contributions to Newfoundland Government to compensate for cost of education of Indians at North West River, Labrador.

Per capita grants intended for Quebec universities, held in trust by Canadian Universities Foundation.

Except research grants and scholarships.

TABLEAU 4. Contributions du gouvernement fédéral à l'enseignement scolaire, année financière terminée le 31 mars 1959

				annee	Inanciere	terminee	e le 31 mars 1959	
Saskat- chewan	Alberta	British Columbia Colombie-	Yukon	Northwest Territories	Overseas and undis- tributed	Total		
		Britan- nique		Territoires du-Nord-	Outre-mer et non			
			iers de doll	Ouest	réparties			No
		1			ļ	1		
							Enseignement élémentaire et secondaire: Instruction des dépendants des militaires: Écoles du ministère de la Défense nationale:	
107 37 15 7	587 201 139 284	170 59 - 90	=	-	996 ¹ 215 ¹	5, 204 1, 656 377	Traitements des instituteurs Autres opérations courantes Equipement (estimation)	2
18	26	159	208	10	11	2,615 989	Construction Paiements à d'autres autorités	4
107	_	117	_	63	_	2,073	Écoles professionnelles	
-				-		231	Services d'hygiène scolaire	
9	12	14		_	1,543	1,750	Films animés et fixes et émissions radiophoniques scolaires	
	-	21	13	_		661	Paiements pour les enfants sur les terres de la Couronne	9
7	-	-	_	_	31	38	Cours par correspondance	10
							Instruction des Indiens dans les provinces et le Yukon:	
000	010	0.50					Écoles fédérales;	
833 458	816 487	856 698	40 40	_	514	5,048	Traitements des instituteurs Autres opérations courantes	11 12
110 659	301 268	716 14	190	_	_	3,039	Construction - Écoles de jour	13
4	1	4	_	_	236	2, 217 254	- Ecoles-pensionnats Administration et inspection	15
845 101	1,377 236	1, 298 552	81 64	-	24	5,883 1,736	Frais de fonctionnement des écoles confessionnelles Paiements à d'autres autorités — publiques	16
19	8	6	9		-	94	-privées	18
							Instruction des Esquimaux et des Indiens dans les Terri- toires du Nord-Ouest et l'Est de l'Arctique ² :	
_	meta.		_	612	_	612	Ecoles fédérales: Traitements des instituteurs	19
Wode	aijia	-	com	1,893	-	1,893	Autres opérations courantes	20
_	_	_	econ min	58 4,927	_	58 4,927	Equipement Construction	21 22
3, 336	4, 743	4, 774	645	7, 563	3,570	45, 164	Total	
7		1	40.00			15	Frais de formation pédagogique des étudiants indiens	24
•	_	-				10		21
							Enseignement supérieur: Universités et collèges:	
1,332	1,802	2,316	_	_	7,2954	25,525	Subventions générales	
30	265	278		-	_	3,625	Subventions de capitaux	
20	18	5		dition	_	665 87	Subventions aux programmes de santé ⁵ Éducation populaire par l'entremise des universités	
516	436	8	_	_	_	9, 253	Subventions aux universités pour la recherche	
310	430	1, 111	_		_	4,209	Collèges militaires — Dépenses courantes	1
_	_	40			_	153	-Construction	
30	9	30			1,974	2,203	Bourses et aide aux étudiants	32
4	. 9	21	-			127	Droits et subventions pour l'enseignement supérieur des anciens combattants et des enfants des combattants décédés.	33
6	13	. 31	-		_	183	Allocations de subsistance aux anciens combattants et aux enfants de combattants décédés.	34
2		3		_	2	35	Autres	35
1,940	2,552	4, 655		-	9,271	46,065	Total	36
							Autres:	-
-	-	_	J-10.	10.00	58	58	Instruction des anciens combattants et des enfants des com- battants décédés, non comprise ci-dessus.	37
	_	-	_	_	101	101	Enseignement ordinaire dans les pénitenciers	
-	_	-	-		132	132	Statistiques de l'enseignement	39
-	-	-	-	_	291	291	Total	40
5, 283	7. 295	9,430	645	7, 563	13, 132	91, 535	Total, enseignement scolaire	41

Écoles d'outre-mer.
 Dépenses fédérales nettes après déduction des contributions des Territoires aux écoles fédérales.
 Contributions versées au gouvernement de Terre-Neuve pour payer l'instruction des Indiens à North West River (Labrador).
 Contributions versées au gouvernement de Terre-Neuve pour payer l'instruction des Indiens à North West River (Labrador).
 Subventions par habitant pour les universités du Québec, gardées en dépôt par la Fondation des universités du Canada.
 A l'exception des subventions à la recherche et des bourses.

TABLE 5. Federal Expenditure on Education of Indians and Eskimos, Fiscal Year ended March 31, 1959

TABLEAU 5. Dépenses fédérales pour l'instruction des Indiens et des Esquimaux, année financière terminée le 31 mars 1959

The Control of the Co	Nine ¹ provinces and Yukon	Northwest Territories and Eastern Arctic	
	Neuf provinces et Yukon	Territoires du Nord-Ouest et l'Est de l'Arctique	Total
	thousand	s of dollars — milliers de	dollars
Formal education - Enseignement scolaire:			
Elementary and secondary - Élémentaire et secondaire;			
Current operations — Opérations courantes:			
Federal day schools - Écoles du jour fédérales	5,159		
Federal residential schools — Écoles-pensionnats fédérales	8,536	• •	• •
Total, Federal schools - Total, écoles fédérales	13,695	2,505	16,200
Fees to public school boards — Droits versés aux commissions sco- laires publiques	1,736		1,736
Other elementary and secondary - Autres élémentaire et secondaire	94	2	
Administration	254	2	• •
Total, current operations — Total, opérations courantes	15,779	2, 505	18,284
Capital outlays - Immobilisations:			
Construction - day schools - Écoles du jour	3,039		e e
residential schools — Écoles-pensionnats	2,217	••	
Total	5,256	4,927	10,283
Equipment — day schools — Équipement — écoles du jour	392		
residential schools — écoles-pensionnats	653		
Total	1,045	58	1,103
Total, capital outlays - Total, immobilisations	6,301	4,985	11,286
Total, elementary and secondary Total, élémentaire et secondaire	22,080	7.490	29,570
Teacher training, tuition and maintenance — Formation pédagogique, scolarité et entretien	14	dest	14
Higher education, tuition and maintenance — Enseignement supérieur, sco- larité et entretien	24	_	24
Total, formal education — Total, enseignement scolaire	23, 118	7,490	30,608
Vocational training, tuition and maintenance of students in — Formation professionnelle, scolarité et entretien des élèves fréquentant:			
Provincial institutes of technology - Instituts provinciaux de technologie	14		ф а
Provincial trade schools - Écoles provinciales de métiers	9		
Private trade schools - Écoles privées de métiers	17	• •	
Private business colleges - Collèges commerciaux privés	40	• •	
Health and welfare training - Formation en santé et bien-être	15		
Other vocational training — Autre formation professionnelle	15	••	• •
Total, vocational training — Total, formation professionnelle	112	452	564
Total, formal and vocational — Total, enseignement scolaire et professionnel	23, 230	7,942	31,172

¹ Excluding Newfoundland where Indians and Eskimos have full citizenship. — A l'exclusion de Terre-Neuve ou les Indiens et les Esquimaux jouissent de la pleine citoyenneté.

² Tuition in non-federal schools and administration of Eskimo education is included in Federal schools expenditure. — Les frais de scolarité dans les écoles non fédérales et l'administration de l'instruction des Esquimaux figurent avec les dépenses des écoles fédérales.

Table 6. Expenditure on Formal Education by Provincial and Territorial Governments

This table, based on figures drawn from provincial public accounts, is designed to show, as far as possible, comparable figures of educational expenditure by each province and territory and at the foot of the table the sources from which these funds were obtained.

Not all the figures shown here will agree with complementary figures in other tables. For example, the figures shown for grants to school boards do not agree with the amounts reported as received by the boards, shown in Table 9. The most important reason for disagreement is the difference in fiscal years, the provinces using the year ending March 31st, and the school boards the calendar year, but incomplete and inaccurate reporting also account for some discrepancies.

The most substantial portion of provincial expenditure on formal education is in the form of grants to school boards. In both Prince Edward Island and New Brunswick the provincial government makes payments direct to the teachers of part of of their salary and in order to facilitate comparison with those provinces which pay salary grants through the boards, these amounts have been included in provincial grants to school boards.

Where the figures are obtainable, academic and vocational grants have been shown separately. In this context "vocational" refers to vocational courses in publicly-controlled secondary schools.

Provincial departments of education, in addition to being responsible for the overall administration and supervision of the public school system, provide a wide range of services in connection with elementary and secondary education. The costs of these are shown at Items 4 to 13, although it has not been possible to show separate figures for each item for all provinces. In some provinces, materials and supplies such as textbooks and audio-visual aids are made available to the school boards free-of-charge or at reduced cost; in such cases, the actual cost to the province of supplying these services is shown. Alberta's small contribution to the pension fund is the result of recent legislation under which the provincial government pays a portion of current pensions instead of contributing to the fund. Money presently in the fund is being used for these payments and until it is exhausted current payments will continue to be very small.

Expenditure on the education of handicapped children outside public schools is chiefly for the deaf and the blind. Schools for the deaf are operated by the provincial governments in Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta and British Columbia and for the blind in Quebec, Ontario and British Columbia. Quebec subsidizes schools for the handicapped operated by religious orders and the governments of the Atlantic provinces help to support the School for the Deaf and the School for the Blind in Halifax. Amounts paid to the provinces operating these schools, for the education of deaf or blind children from other provinces, are included with the expenses of the paying provinces and deducted from those of the receiving provinces. Also included in this item are grants to associations for retarded children and the salaries of teachers instructing mentally or physically handicapped children in institutions. Grants to school boards for special classes for handicapped children in public schools are included in Item 1.

Expenditure on correspondence courses is included with elementary and secondary education since most of the courses are at this level, even when supplied to adults, although some technical courses are at the post-secondary standard.

Teacher training outside universities is supported entirely by provincial funds except for small amounts received from fees and other sources. Grants made to universities for training teachers are included with other grants to universities and colleges. "Other expenditures on higher education" include grants to students' associations and to organizations connected with higher education.

Tableau 6. Dépenses des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'enseignement scolaire

Le tableau, fondé sur les chiffres obtenus des comptes publics provinciaux, vise à donner, autant que possible, des données comparables sur les dépenses de chaque province ou territoire; la provenance des fonds est indiquée dans les renvois.

Les chiffres donnés ici ne correspondront pas tous avec les données complémentaires des autres tableaux. Ainsi, le montant des subventions aux commissions scolaires ne concorde pas avec le montant reçu par les commissions scolaires au tableau 9. La principale raison de cette divergence est la différence des années financières qui se terminent le 31 mars pour les provinces et correspondent à l'année civile pour les commissions scolaires; mais l'insuffisance et l'imprécision des rapports contribue aussi à la divergence.

Le gros des dépenses provinciales pour l'enseignement scolaire consiste dans les subventions aux commissions scolaires. En Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick, le gouvernement provincial verse personnellement aux instituteurs une partie de leur traitement; aussi, afin de faciliter la comparaison avec les autres provinces, qui paient des subventions de traitement aux commissions scolaires, ces montants ont été inclus avec les subventions provinciales aux commissions scolaires.

Lorsque les données existaient, on a indiqué séparément les subventions pour l'enseignement régulier et professionnel. Le mot ''professionnel'' s'entend ici des cours d'enseignement professionnel dans les écoles publiques secondaires.

Les ministères provinciaux de l'Instruction publique, en plus de l'administration générale et de la surveillance du système d'écoles publiques, offrent une gamme variée de services relatifs à l'enseignement élémentaire et secondaire. Les frais de ces services figurent aux postes 4 à 13, mais il n'a pas été possible d'indiquer la répartition pour toutes les provinces. Dans certaines provinces, les matières et fournitures telles que manuels et auxiliaires audiovisuels sont offert gratuitement aux commissions scolaires ou à prix réduit; dans ces cas-là, le coût effectif de ces services à la province est indiqué. La faible contribution de l'Alberta à la caisse de pension tient à ce qu'en vertu d'une loi récente le gouvernement provincial paie une partie des pensions courantes au lieu de contribuer à la caisse. Les sommes actuellement en caisse servent à ces paiements et jusqu'à leur épuisement, la contribution du gouvernement continuera d'être faible.

Les dépenses pour l'instruction des enfants désavantagés en dehors des écoles publiques se font principalement pour les aveugles et les sourds. Les gouvernements provinciaux dirigent des écoles pour les sourds en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique, et des écoles pour les aveugles au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique. Le Québec subventionne les écoles pour désavantagés dirigées par des communautés religieuses et les gouvernements des provinces de l'Atlantique aident au financement de l'école pour les sourds et de l'école pour les aveugles à Halifax, Les montants versés aux provinces qui dirigent ces écoles pour l'instruction des enfants sourds ou aveugles d'autres provinces sont inclus avec les dépenses des provinces payantes et déduits des dépenses des provinces qui les reçoivent. Le poste comprend aussi les subventions aux associations pour les enfants retardés et les traitements des instituteurs qui enseignent aux enfants retardés ou infirmes dans des institutions. Les subventions aux commissions scolaires pour les classes spéciales d'enfants désavantagés dans les écoles publiques sont comprises au poste 1.

Les dépenses pour les cours par correspondance figurent avec l'enseignement élémentaire et secondaire, car la plupart des cours sont à ce niveau-là, mème lorsqu'ils s'adressent à des adultes; mais il y a quelques cours techniques postsecondaires.

La formation pédagogique en dehors des universités se finance entièrement sur les fonds publics, sauf pour de faibles montants provenant des droits et d'autres sources. Les subventions faites aux universités pour la formation pédagogique sont comprises avec les autres subventions aux universités et collèges. Les "Autres dépenses pour l'enseignement supérieur" comprennent les subventions aux associations d'étudiants et aux organismes qui s'intéressent à l'enseignement supérieur.

TABLE 6. Expenditure on Formal Education by Provincial and Territorial Governments, Fiscal Year ended March 31, 1959

	Fiscal Year	since mai	On OI, II					
ESSESS MINES OF		New- found- land	Prince Edward Island	Nova Scotia	New Brunswick	0.0	Outsite	Manitaha
	•	Terre- Neuve	Île-du Prince Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau Brunswick	Québec	Ontario	Manito ba
No.			Edouard	thou	sands of dol	lars		
	Elementary and secondary education:			1				1
	Public school systems:							
-	Grants to school boards:							
1	Academic	12,365	1, 225	12,840	6,640	72,388¹	122,666	14,632
2	Vocational	7	_	282	1,392	98	6,773	276
3	Total	12,372	1,225	13,122	8, 032	72,486	129, 439	14, 908
	Services and supervision of elementary and secondary education:							
4	Supervision and inspection	134	35	263	277	1, 125	2,850	374
5	Vocational		- 10	71	40	1,951 12	167	70
6	Audio-Visual	81	10	43	52		47	
7	Guidance Curriculum	14	1	14	3		46	11
8	Examinations	113	9	62	22	107	567	140
10	Textbooks and school supplies	114	50	498	401	6 ³	33	30
11	Other	157	15	56	10	1,781	359	283
12	Contributions to teachers' pension funds	(- 19)	3	1,483	80	273	11,774	440
13	Administration and undistributable	189	47	321	164	1,358	796	495
14	Total, public school systems	13; 155	1,395	15, 941	9, 081	79, 099	146,048	16,751
	Other expenditure related to elementary and secondary education:							
15	Handicapped and other outside the public schools	115	13	146	103	547	3,608	158
16	Correspondence schools	33	2	66	49	316	218	154
17	Reform schools	17	_	26	10	356.	120	19
18	Total	165	15	238	162	1,219	3,946	331
19	Total, elementary and secondary education	13,320	1,410	16,179	9,243	80,318	149,994	17, 082
	Teacher training outside universities:							
20	Full-year course	243	7	206	246	4,610	4, 148	531
21	Summer course	68	16	43	28	374	294	81
22	Total	311	23	249	274	4,984	4,442	612
	Higher education:							
	Universities and colleges:							
	Grants and payments for:							
23	General purposes	401	218	1,079	992	16,440	30,058	4, 763
24	Research	men	_	-	-	419	758	282
25	Scholarships and student aid	100	8	41	16	1, 122	509	244
26	Other expenditure	1	1	7	2	13	21	-
27	Total	502	227	1,127	1,010	17,994	31,346	5, 289
28	Gross provincial expenditure	14.400		4	10	100		00.000
29	Less federal contributions	14, 133	1,660	17,555	10,527	103, 296	185,782	22,983
30	Net provincial expenditure	257 13, 876	52 1,608	204	174	898	2,705	238
	Section of the sectio	19,010	1,000	17, 351	10, 353	102,398	183,077	22,745
	Sources of provincial funds:							
31	Consolidated revenue fund	13,820	1,607	17,304	10, 332	101, 982	182,895	22,395
32	Federal contributions	257	52	204	174	898	2, 705	238
33 34	Tuition and other fees	48	_	32	7	268	103	264
	Other sources	8	1	15	14	148	79	86
35	Total	14, 133	1,660	17, 555	10,527	103,296	185, 782	22,983
	1 Includes \$8,850,000 paid by the Province on school debts						L	

Includes \$8,850,000 paid by the Province on school debts.
 Includes payments to Federal Government and mission schools.
 Included in grants to schools except for these small amounts.

TABLEAU 6. Dépenses des provinces et des territoires aux fins d'enseignement scolaire, année financière terminée le 31 mars 1959

Saskat-	Alberta	British Columbia	Vultan	Northwest Territories	_		
chewan	Zilbelta	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Total		
		milliers	de dollars	Tiora ouest			-
		1		1		Enseignement élémentaire et secondaire:	
						Écoles publiques:	
						Subventions aux commissions scolaires:	
19,834	49,212	44,517	727	1, 097	358, 143	Enseignement ordinaire	
312		252	-	_	9,392	Enseignement professionnel	
20, 146	49, 212	44,769	727	1,0972	367, 535	Total	
						Services et inspection de l'enseignement élémentaire et	
636	743	524		1	6 000	secondaire:	
47		024		1	6,962	Surveillance et inspection	
139	103	140	3	_	2, 109 820	Enseignement professionnel	
13	25		-		93	Auxiliaires audiovisuels	
10	107	118	-		324	Orientation	
144	269	123			1,556		
473	374	597		_	2,546	Examens	
15	43	32		58	2, 809		
743	2	3, 077	5		17, 861	Autres Contributions aux fonds de pension des instituteurs	
282	172	296	23		4, 143	Administration et dépenses non répartissables	
				_			
22,648	51,050	49,676	758	1,156	406,758	Total, écoles publiques	
						Autres dépenses aux fins d'enseignement élémentaire et secondaire:	
262	672	429	_	7	6,060	Infirmes et autres hors des écoles publiques	
272	436	388	1	3	1,938	Écoles de cours par correspondance	
13	41	43		_	645	Écoles de correction	,
547	1, 149	860	1	10	8,643	Total	
23, 195	52, 199	50, 536	759	1,166	415,401	Total, enseignement élémentaire et secondaire	
,	5.0, 2.00	50,000	,,,,	-,			
390	387		3		10, 771	Formation pédagogique hors des universités: Cours régulier	
550	28		_		932	Cours d'été	
		_	_	_			
390	415	-	3	_	11,703	Total	
						Enseignement supérieur:	
						Universités et collèges:	
						Subventions et paiements pour:	
3,655	7, 278	5,585	_	_	70,469	Des fins générales	
280		124	_	_	1,863	La recherche	
18	68	92	1	4	2, 223	Bourses et aide aux étudiants	
1	_		_	_	46	Autres dépenses	
3,954	7, 346	5,801	1	4	74,601	Total	
27,539	59,960	56,337	763	1, 170	501,705	Dépenses provinciales brutes	
279	28	283	-	52	5, 170	Moins les contributions fédérales	
27, 260	59,932	56,054	763	1, 118	496, 535	Dépenses provinciales nettes	
						Provenances des fonds provinciaux:	
27.042	50 650	55, 789	756	1, 118	494,690	Fonds du revenu consolidé	
	59,650 28	283	100	52	5, 170	Contributions fédérales	
279		205	_	_	1, 395	Droits de scolarité et autres	
212	256	60	7	_	450	Autres provenances	
6	26			4 470		Total	
27,539	59,960	56, 337	763	1,170	501,705	1 0004	

Comprend \$8,850,000 de dettes scolaires payées par la province.
 Comprend des paiements au gouvernement fédéral et aux écoles de mission.
 Compris dans les subventions aux écoles, à l'exception de ces petites sommes.

Table 7. Financial Statistics for Universities and Colleges Current Revenue and Expenditure Account

This statement is based on reports completed by institutions of higher education which enrolled over 90 per cent of all university and college students. To a summary of these statements were added estimates for the remaining institutions. These estimates were arrived at after extracting provincial (and where applicable, federal) grants from public accounts. For some universities, complete revenues and expenditures are reported in public accounts and in this way a reasonable estimate of income can be determined for the non-reporting institutions. It was then assumed that this income was spent in the same way as that of the reporting institutions in the same region.

Although federal, provincial and municipal grants may be made specifically for current or for capital purposes, they are all considered current expenditure by the authority making them. The receiving institutions, however, account for them according to the purpose for which they were used, and thus the amounts shown in Table 1 as Plant Expenditure from Current Fund are shown here as Plant Fund Receipts. Since Total Current Operating Expenditures, (including Research in Universities), shown in Table 1, include \$7,295,000 held in trust by the National Conference of Canadian Universities and Colleges it is greater by this amount than the current expenditures shown in this table.

The revenues and expenditures of ancillary enterprises such as residences, bookstores, health services, etc., are shown here but are not included in revenue and expenditure totals.

Plant Fund Account

This account is based principally on the reports received from the universities, but where provincial and federal public accounts show capital grants to non-reporting institutions, or where there is reason to suppose that the grants were intended for capital use, these have been included. Here again, it has been assumed that grants to the non-reporting institutions were spent in the same way as those to reporting institutions, although this is probably a less valid assumption here than in the current account.

The federal government's contribution to plant fund consists almost entirely of payments by the Canada Council from the Universities Capital Grants Fund. During the fiscal year 1958-59, the amount of capital grants authorized from this source amounted to \$8,732,264 but, since these grants are paid in four equal instalments spread over the period of construction, the annual amount paid out of the fund was only \$3,542,925. Of this, \$2,593,475 was paid on awards made in 1957-58 and \$945,450 on awards made in 1958-59.

The item "Other gifts" consists of sums received from foundations, associations, alumnifunds and individuals. "Other sources" includes funds raised by campaigns, from the sale of lands and buildings, and transfers from other funds.

The credit side of this account represents additions to plant as reported by the institutions, plus any identifiable amounts reported in public accounts, and estimates for the non-reporting institutions (as described above).

In some institutions, a part of their capital receipts may not be put to immediate use, but may be paid into a building fund or used to liquidate liabilities assumed for previous building operations. In others, where additions to plant exceed capital receipts, the deficiency is drawn from building funds or made up by assuming liabilities.

Tableau 7. Statistique financière des universités et collèges Compte des revenus et dépenses courantes

Cet état financier se fonde sur les rapports fournis par des institutions d'enseignement supérieur dont les inscriptions représentent plus de 90 p. 100 de tous les étudiants universitaires. Au sommaire des rapports on a ajouté des estimations pour les autres institutions en déduisant les subventions provinciales (et fédérales, selon le cas) des comptes publics. L'état complet des revenus et dépenses de certaines universités figure aux comptes publics et, de cette façon, on peut obtenir une estimation raisonnable du revenu des institutions non répondantes. On a présumé que le revenu était dépensé à peu près de la même façon que dans les institutions répondantes de la même région.

Mème si les subventions fédérales, provinciales et municipales peuvent être en vue des dépenses courantes ou des immobilisations, elles sont toutes considérées comme dépenses courantes par les autorités qui les versent. Les institutions qui les reçoivent, par contre, en rendent compte suivant leur utilisation, de sorte que les montants indiqués au tableau 1 comme dépenses d'immobilisations sur fonds courants sont indiqués ici comme recettes du fonds d'immobilisations. Étant donné que le total des dépenses courantes (y compris la recherche dans les universités) indiqué au tableau 1 comprend \$7,295,000 gardés en fiducie à la Conférence nationale des universités canadiennes, il excède d'autant les dépenses courantes indiquées au présent tableau

Les revenus et dépenses des entreprises auxiliaires (pensions, librairies, services de santé, etc.) sont indiquées ici mais ne figurent pas avec les recettes et dépenses totales.

Compte du fonds des immobilisations

Le compte se fonde principalement sur les rapports reçus des universités, auxquels on a ajouté les subventions d'immobilisations lorsque les comptes publics provinciaux et fédéraux en mentionnaient en faveur des institutions non répondantes ou qu'il y avait raison de supposer que les subventions étaient à des fins d'immobilisations. Ici encore, on a présumé que les subventions aux institutions non répondantes ont été dépensées de la même façon que dans les institutions répondantes; mais cette supposition est peut-être moins valide dans le cas présent que dans celui du compte courant.

La contribution fédérale au fonds des immobilisations consiste presque entièrement en paiements par le Conseil des Arts sur le Fonds de subventions de capital aux universités. Durant l'année financière 1958-1959, le montant des subventions autorisées à cette fin a atteint \$8,732,264, mais comme ces subventions sont réparties en quatre versements égaux durant la période de construction, le montant annuel pris sur le fonds n'a été que de \$3,542,925, dont \$2,593,475 pour des immobilisations autorisées en 1957-1958 et \$945,450 pour d'autres en 1958-1959.

Le poste "Autres dons" comprend les sommes reçues des fondations, des associations, du fonds des anciens et des particuliers. Les "Autres provenances" sont les sommes obtenues des campagnes de souscription, de la vente de terrains et de bâtiments et des transferts d'autres fonds.

Le crédit de ce compte représente l'augmentation des immobilisations telle qu'elle est déclarée par les institutions plus les montants indiqués comme tels dans les comptes publics, et des estimations pour les institutions non répondantes (de la façon décrite ci-dessus).

Dans certaines institutions, une partie des recettes de capitaux ne peut pas servir immédiatement sinon à grossir le fonds de construction ou à payer des dettes de construction antérieure. Dans d'autres, l'augmentation des immobilisations peut excéder les recettes et la différence est comblée en puisant au fonds de construction ou en contractant des dettes.

TABLE 7. Financial Statistics of Universities and Colleges, for the year 1958, or beginning in 1958
TABLEAU 7. Statistique financière des universités et des collèges, pour l'année 1958 ou commencant en 1958

TABLEAU (Statistique Illiancie				ent revenues -			ncant en	1958					
			Cult	Tevenues -	- Revenus o	courants							
Province	Federal Govern- ment	Province govern ments	- govern-	Endow- ments	Students'	Other sources	Make)	Ancillary enter- prises					
	Gouver- nement fédéral	Gouver nement provinci	s nements	Dotations	Droits imposés au étudiants		Total	Entre- prises auxiliaires					
			thousa	ds of dollars	- milliers	de dollars		1					
Atlantic Provinces - Provinces atlantiques	3, 265	2,0	67 48	593	2,884	729	9,586	2,008					
Québec	3,687	10,0	80 –	2,394	11, 588		31, 482	4,561					
Ontario	11,972	16,3	1	1,617	11,062	4, 284	45,542	3,648					
Western Provinces — Provinces de l'Ouest	9,311	13,8	02 14	64	8,012	2, 617	33,820	6,628					
Total	28, 235	42,2	60 348	4,668	33,546	11, 373	120, 430	16, 845					
	Current expenditures — Dépenses courantes												
	Instruc- tion	Admin stratio	n -	Scholar- ships	Research	_	Total	Ancillary enter- prises					
	Enseigne- ment		Entretien	Bourses	Recherche	Autres		Entre- prises auxiliaires					
	thousands of dollars — milliers de dollars												
Atlantic Provinces - Provinces atlantiques	5,339	7	94 1,765	178	489	462	9,027	2, 115					
Qu ébec	18,991	1, 8			4,976		32, 384	4,770					
Ontario	28, 118	3,8	21 7,559	412	5, 105	1,660	46,675	3,777					
Western Provinces - Provinces de l'Ouest	22, 164	1, 4	4,365	73	4,041	895	33,027	6, 570					
Total	74,612	7,9	64 18,406	1, 194	14,611	4,326	121, 113	17, 232					
			Plant-fund r	eceipts — Rec	ettes pour i	mmobilisations	3						
	Federal Provincial Government governments		govern-	Endow- ments	Corpo- rations	Other gifts	Other sources	Total					
	Gouverne- ment fédéral	Gouve nement provincia	s nements	Dotations	Tautons	Autres dons							
			thousa	ds of dollars	- milliers	de dollars							
Atlantic Provinces - Provinces atlantiques	565	4	58 –	47	215	1,301	2,571	5, 157					
Québec	_	6, 1	.00 -	423	54		2,758	11, 986					
Ontario	2,070	13, 3		149	2, 133	1 1	2,089 718	20,809					
Western Provinces - Provinces de l'Ouest	990	7,8	54 20	_	870	1, 257	(10	11, 109					
Total	3,625	27,7	77 33	619	3, 27	6, 199	8, 136	49,661					
			Additions to p	lant - Augme	entation des	immobilisation	ns						
	Land		Buildings	Equip	ment	Other		Total					
	Terrair	ns	Constructions	Équipe	ement	Autres							
			thousa	nds of dollars	- milliers	de dollars							
Atlantia Bravinger - Provinces etlantiques		_	3,42	9	376		-	3,805					
Atlantic Provinces — Provinces atlantiques Québec		252	6, 20		760		155	8,370					
Ontario		3, 191	21,84		3,402		220	28,654					
Western Provinces - Provinces de l'Ouest		364	9,09	7	988		229	10,678					
		3,807	40, 5	0	5,526	1.	604	51,507					

Table 8. Total Expenditure on Elementary and Secondary Education, Public and Private

Although nearly all elementary and secondary education is carried on in schools conducted by public school boards, there are, in addition, schools operated by provincial governments, the federal government, religious orders and private organizations. This table includes total expenditure for all of these schools.

At Item 1 is shown the net expenditure of public school boards after deducting the provincial grants they received. The other local expenditures reported at Item 2 are the amounts received by schools for the blind and the deaf from municipal and other, non-government, sources.

Item 3 shows the total expenditures of the provincial governments on elementary and secondary education, including grants to school boards, the cost of providing educational services, correspondence courses, and education for handicapped children and children in reform schools.

Included in these three items, which are totalled at Item 4, are some federal payments for the education of children living on Crown Lands, inspection services for Indian schools and grants for vocational education in secondary schools. These are deducted from Item 4 to give net expenditure from local and provincial sources.

Total federal expenditures, which are shown in greater detail in Table 4, are then added to give total expenditure on elementary and secondary education by all three levels of government.

The total expenditures of private academic schools shown at Item 9 are as reported in Table 15.

Tableau 8. Dépenses totales pour l'enseignement élémentaire et secondaire public et privé

L'enseignement élémentaire et secondaire se dispense presque totalement dans des écoles qui relèvent de commissions scolaires publiques; il existe cependant des écoles dirigées par les gouvernements provinciaux, le gouvernement fédéral, des communautés religieuses et des organismes privés. Le tableau englobe les dépenses de toutes ces écoles.

Le poste 1 donne les dépenses nettes des commissions scolaires publiques après déduction des subventions provinciales qu'elles ont reçues. Les autres dépenses locales indiquées au poste 2 sont les sommes versées par les municipalités et autres organismes non gouvernementaux aux écoles pour aveugles et sourds.

Le poste 3 donne les dépenses totales des gouvernements provinciaux pour l'enseignement élémentaire et secondaire, y compris les subventions aux commissions scolaires, les frais des services d'enseignement, des cours par correspondance et de l'instruction des enfants désavantagés et des enfants dans les écoles de correction.

Ces trois postes, totalisés au poste 4, comprennent des paiements fédéraux pour l'instruction des enfants demeurant sur des terres de la Couronne, l'inspection des écoles indiennes et des subventions pour l'enseignement professionnel dans les écoles secondaires. Ces paiements sont déduits du poste 4 pour donner les dépenses nettes des provinces et des municipalités.

Les dépenses fédérales, exposées en détail au tableau 4, sont ensuite ajoutées pour obtenir les dépenses totales pour l'enseignement élémentaire et secondaire aux trois échelons du gouvernement.

Les dépenses totales des écoles privées d'enseignement régulier (indiquées au poste 9) sont celles du tableau 15.

Table 9. Financial Statistics of Public School Boards

Where possible, the information for this table was taken from the annual reports of the provincial Departments of Education, several of which contain a summary of the revenues and expenditures of public school boards, although some adjustments have had to be made to the published figures in order to make the data for the different provinces reasonably comparable.

The financial reports of the school districts were used as the basis of the figures for Prince Edward Island with some adjustments based on public accounts. In this province, part of the teachers' salaries are paid directly to the teachers by the provincial government and these amounts have been included with provincial grants, since they are, in effect, subsidies to the school boards. As the reporting year is from July 1st to June 30th, half of 1957-58 was added to half of 1958-59, to give estimated figures for the calendar year 1958.

The main sources in Nova Scotia are the reports of the Departments of Municipal Affairs and Education. The finances of the Halifax County and Yarmouth County Vocational High Schools, which are operated by the provincial government, are included in this table as if they were financed by school boards with the county contribution shown as local taxation, other identifiable revenue as revenue from other sources and the balance, which is provided by the province, as a grant. The expenditures of these two schools are taken from provincial public accounts.

The finances of school boards in New Brunswick are detailed in the annual report of the Department of Municipal Affairs. However, no information is available for Restigouche County, which remained outside the county school finance system, and it has been necessary to make estimates for this county based on information from public accounts and from the annual reports of the teachers. A small part of teachers' salaries is paid directly by the provincial government and this amount has been added to provincial grants as in Prince Edward Island.

In Quebec, school corporations report on the school year basis and their reports, which are summarized in the report of the Superintendent of Education, are adjusted to the calendar year in the same way as those of the school boards in Prince Edward Island.

For the remaining provinces, data were obtained from the reports of the Department of Education.

There are no public school boards in the Yukon where the territorial government operated all schools except some Roman Catholic separate schools. To make Yukon data comparable to those for the provinces, the expenses were shown as if made by school boards. Expenditures made by the territory are shown as grants together with the actual grants paid to the separate school boards.

The statistics for the Northwest Territories are for the two school boards in Yellowknife. Most schools are operated by the federal government and additional information on them will be found in Tables 4 and 5.

For all provinces, teachers' salaries and revenue from other sources have been reduced by the amount paid by the Department of National Defence to the school boards to compensate for teachers on loan to serve in schools overseas. In such cases, no services are performed for the school boards and none of their revenue is involved.

Where school boards operate night classes, they do not generally distinguish between the expenses of night and day school operations and therefore the data in this table are for both night and day classes.

Tableau 9. Statistique financière des commissions scolaires publiques

Dans la mesure du possible, les renseignements du tableau se fondent sur les rapports annuels des ministères provinclaux de l'Instruction publique, dont plusieurs exposent sommairement les revenus et dépenses des commissions scolaires; mais il a fallu modifier les chiffres publiés afin de rendre les données des différentes provinces raisonnablement comparables.

Les rapports financiers des districts scolaires ont servi à établir les données de l'Île-du-Prince-Édouard après quelques modifications fondées sur les comptes publics. Cette province paie directement aux instituteurs une partie de leurs traitements et ces montants sont inclus avec les subventions provinciales car il s'agit bien, en effet, de subventions aux commissions scolaires. Vu que l'année du rapport court du 1er juillet au 30 juin, on a ajouté la moitié de l'année 1957-1958 à la moitié de celle de 1958-1959 pour obtenir le chiffre estimé de l'année civile 1958.

Les principales sources en Nouvelle-Écosse sont les rapports des ministères des Affaires municipales et de l'Instruction publique. Les finances des écoles secondaires professionnelles des comtés de Halifax et de Yarmouth, toutes deux dirigées par le gouvernement provincial, figurent dans le tableau comme si ces écoles étaient financées par des commissions scolaires; les contributions de comté sont indiquées comme taxes locales, les autres revenus identifiables comme revenus provenant d'autres sources, et le solde qui est fourni par la province, comme subvention. Les dépenses de ces deux écoles sont tirées des comptes publics de la province.

Les finances des commissions scolaires du Nouveau-Brunswick sont exposées en détail dans le rapport annuel du ministère des Affaires municipales. Toutefois, il n'y avait pas de renseignements sur le comté de Restigouche, qui est demeuré en dehors du système financier des écoles de comté, et il a fallu faire des estimations pour ce comté d'après les renseignements des comptes publics et les rapports annuels des instituteurs. Le gouvernement provincial paie directement une faible partie des traitements des instituteurs et ce montant a été ajouté aux subventions provinciales comme pour l'Île-du-Prince-Édouard.

Dans le Québec, les corporations scolaires font rapport surant l'année scolaire et leurs données, qui sont réunies dans le rapport du Surintendant de l'Instruction publique, sont ramenées à l'année civile de la même façon que celles des commissions scolaires de l'Île-du-Prince-Édouard.

Les données des autres provinces proviennent des rapports du ministère de l'Instruction publique.

Il n'y a pas de commissions scolaires publiques dans le Yukon où le gouvernement territorial dirige toutes les écoles, à l'exception de quelques écoles séparées catholiques. Afin de rendre les données du Yukon comparables à celles des provinces, les dépenses sont indiquées comme ayant été faites par des commissions scolaires. Les dépenses encourues par le territoire sont indiquées comme subventions avec les subventions effectivement versées aux commissions scolaires séparées.

La statistique des Territoires du Nord-Ouest est celle des deux commissions scolaires de Yellowknife. La plupart des écoles sont dirigées par le gouvernement fédéral et on trouvera d'autres renseignements sur ces écoles aux tableaux 4 et 5.

Dans toutes les provinces, on a abaissé les traitements des instituteurs et les revenus d'autres provenances dans la mesure du montant versé par le ministère de la Défense nationale aux commissions scolaires en compensation des instituteurs prêtés aux écoles d'outre-mer. Dans ces cas-là, aucun service n'est accompli pour la commission scolaire dont les revenus ne sont nullement atteintes.

Les commissions scolaires qui dirigent des cours du soir ne distinguent généralement pas entre les dépenses de ces cours et celles des cours du jour, aussi les données du tableau comprennent-elles les cours du jour et du soir.

TABLE 8. Total Expenditure on Elementary and Secondary Education, Public and Private, 1958

No.		New found- land Terre- Neuve	Prince Edward Island fle-du- Prince- Edouard	Nova Scotia Nouvelle- Ecosse	New Brunswick Nouveau- Brunswick usands of doll	Québec	Ontario	Manitoba			
		WITO GEORGE GEO CA CASAMA									
	Public:										
1	School boards (less provincial grants)	1,845	1,233	14,756	15,578	139,003	198,341	23,422			
2	Other local (for handicapped children)	_	_	135	65	539	_	_			
3	Provincial	13,320	1,410	16,179	9,243	80,318	149,994	17,082			
4	Total provincial and local	15,165	2,643	31,070	24,886	219,860	348,335	40,504			
5	Less federal contributions included above	249	65	372	631	9 59	3,358	308			
6	Net provincial and local	14,916	2,578	30,698	24, 255	218,901	344,977	40,196			
7	Federal expenditure	649	176	1,274	1,354	3,728	8,979	4,373			
8	Total local, provincial and federal	15,565	2.754	31,972	25,609	222,629	353,956	44.569			
	Private:										
9	Private academic schools	1	152	821	962	20,800	9,687	1,383			
10	Total, public and private	15,565	2,906	32, 793	26, 571	243, 429	363, 643	45,952			

¹ Newfoundland private schools are included with Nova Scotia.

TABLE 9. Financial Statistics of Public School Boards, 1958

		Current revenues — Recettes courantes							
No.	Province	Provincial grants — Subventions provinciales	Local taxation Taxes locales	Fees — Droits	Other sources — Autres provenances	Total			
		thousands of dollars — milliers de dollars							
1	Newfoundland	11,533	163	582	1,100	13,378			
2	Prince Edward Island	1,220	1,178	24	77	2,499			
3	Nova Scotia	12,567	14,329	88	284	27,268			
4	New Brunswick	6,829	14,797	61	551	22,238			
5	Quebec	56,042	122, 191	3,854	2,322	184,409			
6	Ontario	129,552	197,656	604	11,808	339,620			
7	Manitoba	13,190	24,400	_	639	38,229			
8	Saskatchewan	20, 579	34,613	255	736	56,183			
9	Alberta	48,810	41,092	129	1,758	91,789			
10	British Columbia	43,217	45,128	,	1,935	90,280			
11	Total, provinces	343, 539	495,547	5,597	21, 210	865, 893			
12	Yukon	727	69	_	327	1,123			
13	Northwest Territories	961	104	_	4	204			
14	Total, territories	823	173		331	1, 327			
15	Total, Canada	344, 362	495, 720	5,597	21,541	867, 220			

¹ Does not include payments to Federal Government and mission schools.

TABLEAU 8. Dépenses totales pour l'enseignement élémentaire et secondaire public et privé, 1958

							Paris of bille, 1999	
Saskat- chewan	Alberta	British Columbia — Colombie— Britannique	Yukon	Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest	Overseas and undistributed Outre-mer et non réparties	Total		Nº
		mil	lliers de doll	ars				IN.
34,325	42,721	47,529	396	70	_	519.219	Public: Commissions scolaires (moins les subven-	
						0.07210	tions provinciales).	1
-	-	_	_		-	739	Autres dépenses locales (pour les infirmes)	2
23,195	52.199	50,536	759	1,166	-	415, 401	Dépenses provinciales	3
57,520	94,920	98,065	1,155	1,236		935, 359	Total, dépenses provinciales et locales	4
246	264	855	285	52	_	7,644	Moins les contributions fédérales comprises ci-dessus.	5
57,274	94,656	97,210	870	1,184		927.715	Dépenses provinciales et locales nettes	6
3,336	4,743	4,774	645	7,563	3,570	45,164	Dépenses fédérales	7
60,610	99,399	101,984	1,515	8,747	3,570	972,879	Total, dépenses locales provinciales et fé- dérales.	8
							Privé:	
1,439	2,052	2,608	_	Materia	-	39,904	Écoles académiques privées	9
62,049	101,451	104, 592	1,515	8,747	3,570	1,012,783	Total enseignement public et privê	10

¹ Les écoles privées de Terre-Neuve sont comptées avec celles de la Nouvelle-Écosse.

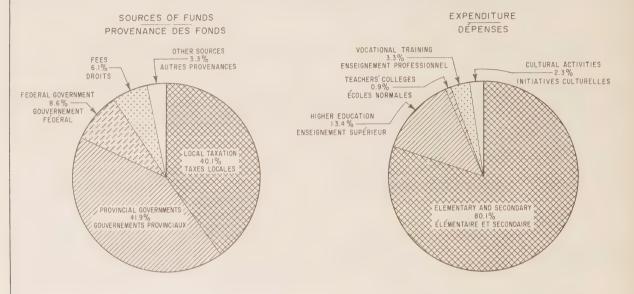
TABLEAU 9. Statistique financière des commissions des écoles publiques, 1958

		rantes	Dépenses cou	ırrent funds -	litures from cu	Expend	
			Capital costs		s	perating cost	C
		nent	is d'établisser	Fra	ement	de fonctionne	Frais
Province	Total	Total	Debt charges	Capital outlays	Total	Other operating costs	Teachers' salaries
			Charges de la dette	Investisse- ment		Autres frais de fonction- nement	Traite- ments des insti- tuteurs
			iers de dollars	dollars — mill	thousands of		
Terre-Neuve	13,378	3,260		••	10,118	1,671	8,447
Île-du-Prince-Édouard	2,453	403	265	138	2,050	399	1,651
Nouvelle-Écosse	27,323	3,522	3,126	396	23,801	6,381	17,420
Nouveau-Brunswick	22,407	3,275	2,448	827	19,132	5,312	13,820
Québec	195,045	53,070	42,906	10,164	141,975	44,446	97.529
Ontario	327,893	54,176	41,407	12,769	273,717	86,260	187,457
Manitoba	36,612	2,810	1,694	1,116	33,802	10,639	23,163
Saskatchewan	54,904	9,316	2.741	6,575	45,588	14,601	30,987
Alberta	91,531	25,505	9,124	16,381	66,026	24,456	41,570
Colombie-Britannique	90,746	11,783	11,002	781	78,963	27,697	51,266
Total, provinces	862, 292	167, 120		4.1	695, 172	221,862	473, 310
Yukon	1,123	612	-	612	511	166	345
Territoires du Nord-Ouest	166	36	14	22	1 30	59	71
Total, territoires	1, 289	648	14	634	641	225	416
Total, Canada	863,581	167,768	• •	0.0	695, 813	222,087	473, 726

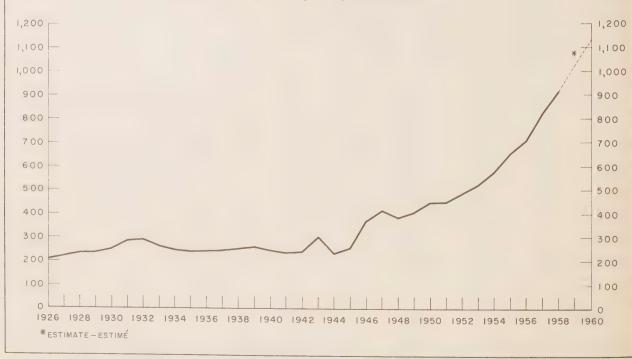
¹ Sans les paiements aux écoles du gouvernement fédéral et de mission.

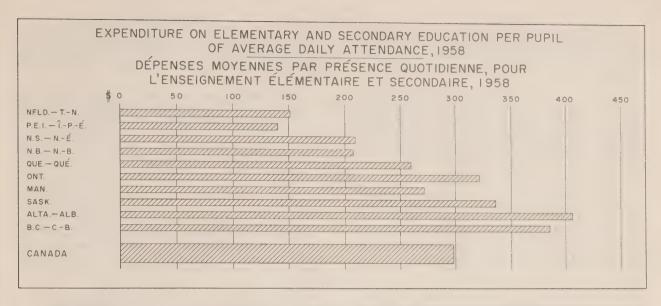
TOTAL EXPENDITURE ON FORMAL EDUCATION, VOCATIONAL TRAINING AND RELATED CULTURAL ACTIVITIES, 1958

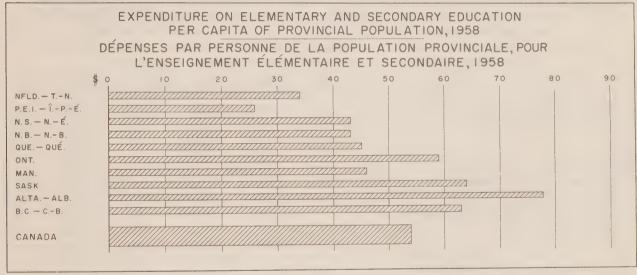
DÉPENSES TOTALES AUX FINS D'ENSEIGNEMENT RÉGULIER, DE FORMATION PROFESSIONELLE, ET D'INITIATIVES CULTURELLES CONNEXES, 1958

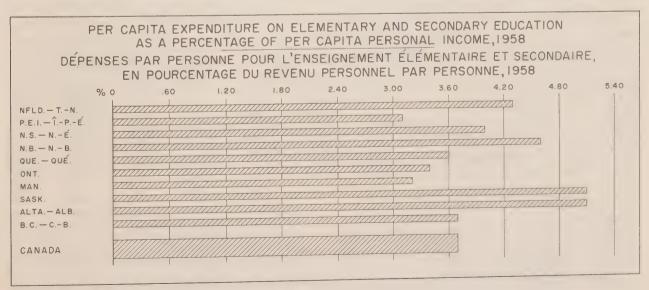


TOTAL EXPENDITURE ON EDUCATION IN CONSTANT (1949) DOLLARS DÉPENSES TOTALES AFFECTÉ À L'ENSEIGNEMENT EN DOLLARS (1949) CONSTANTS









Tables 10-12

These three tables are designed to illustrate the development of three important factors in public school finance during the years from 1946 to 1958; provincial government expenditure, provincial grants and total expenditures of school boards.

This was a period of rapid growth in educational expenditures across Canada. In the 9 provinces, excluding Newfoundland, the total expenditures of school boards increased by 376 p.c., provincial grants increased by 533 p.c. and total provincial expenditures on elementary and secondary education by 472 p.c., indicating the increasing responsibility accepted by the provincial governments in this field.

In most provinces the increases in provincial expenditures have been at a more or less steady rate year by year, but there are one or two instances of sudden increases, usually associated with the introduction of new or revised grants regulations. For example, in 1955 the grants made by British Columbia were considerably higher than in 1954 and were accompanied by a corresponding rise in school board expenditures.

Tableaux 10-12

Ces trois tableaux visent à illustrer le développement de trois facteurs importants dans les finances des écoles publiques de 1946 à 1958: dépenses des gouvernements provinciaux, subventions provinciales et dépenses totales des commissions scolaires.

Cette période a connu une croissance rapide des dépenses pour l'enseignement par tout le Canada. Dans les 9 provinces, hormis Terre-Neuve, les dépenses totales des commissions scolaires ont augmenté de 376 p. 100, les subventions provinciales, de 533 p. 100 et les dépenses totales des provinces pour l'enseignement élémentaire et secondaire, de 472 p. 100; c'est là un signe de la part accrue de responsabilité que les gouvernements provinciaux assument dans ce domaine.

Dans la plupart des provinces, l'augmentation des dépenses provinciales s'est faite à une allure plus ou moins régulière d'année en année, mais il y a un ou deux cas d'augmentation soudaine, habituellement à l'occasion d'une innovation ou d'une modification des règlements de subventions. Par exemple, en 1955, les subventions versées par la Colombie-Britannique ont été sensiblement plus élevées qu'en 1954 et s'accompagnaient d'une hausse correspondante des dépenses des commissions scolaires.

TABLE 10. Comparative Summary of Gross Provincial and Territorial Government Expenditure on the Public Elementary and Secondary School Systems, Years 1946, 1951 and 1954 to 1958

TABLEAU 10. Sommaire comparé des dépenses brutes des gouvernements provinciaux et territoriaux aux fins d'enseignement élémentaire et secondaire public, années 1946, 1951 et 1954 à 1958

Province	1946	1951	1954	1955	1956	1957	1958
		t	housands of d	ollars — milli	ers de dollars		
Newfoundland — Terre-Neuve Prince Edward Island — Ile-du-Prince-Édouard Nova Scotia — Nouvelle-Ecosse New Brunswick — Nouveau-Brunswick Québec Ontario Manitoba Saskatchewan Alberta British Columbia — Colombie-Britannique	4 13 3, 131 1,745 17,770 28,828 2,157 4,807 4,524 7,124	4,899 838 8,582 7,165 32,555 55,102 5,390 8,545 10,350 22,637	7, 347 1, 084 10, 214 7, 604 44, 773 72, 882 9, 705 11, 956 21, 110 22, 270	7,817 1,140 11,634 7,589 48,785 78,432 9,671 13,199 33,696 44,027	9, 103 1, 298 14, 739 8, 301 62, 709 89, 806 10, 479 15, 284 37, 585 41, 015	9, 907 1, 354 15, 119 8, 578 71, 065 112, 835 13, 449 19, 511 46, 187 44, 503	13, 155 1, 395 15, 941 9,081 79,099 146,048 16,751 22,648 51,050 49,676
Total, provinces	68, 497	156, 063	208, 945	255, 990	290,319	342,508	404,844
Yukon			530 220	695 288	306 493	284 800	758 1, 156
Total, territories – territoires			750	983	799	1,084	1,914
Total, Canada	• •	• •	209, 695	256, 973	291, 118	343, 592	406, 758

TABLE 11. Comparative Summary of Provincial and Territorial Grants to School Boards, 1946, 1951 and 1954 to 1958
TABLEAU 11. Sommaire comparé des subventions provinciales et territoriales aux commissions scolaires, 1946, 1951 et 1954 à 1958

Province	1946	1951	1954	1955	1956	1957	1958
		t	housands of d	lollars — milli	ers de dollars		
Newfoundland - Terre-Neuve Prince-Edward Island - Île-du-Prince-Edouard Nova Scotia - Nouvelle-Écosse New Brunswick - Nouveau-Brunswick Québec¹ Ontario Manitoba Saskatchewan Alberta British Columbia - Colombie-Britannique	349 2,553 1,236 6,312 ² 29,290 1,545 3,844 3,232 4,076	4, 151 663 5,599 6,274 15,910 47,355 4,348 7,466 9,718 17,867	6, 239 928 7, 019 6, 846 29, 454 67, 018 8, 303 10, 286 15, 860 17, 832	6,960 994 7,389 6,776 34,827 73,650 8,578 11,594 24,980 33,992	7,716 1,078 10,749 7,075 41,048 80,293 8,928 12,993 26,742 35,571	8,935 1,174 12,300 7,712 48,659 98,182 10,093 18,637 40,5943 39,446	11,533 1,220 12,567 6,829 56,042 129,552 13,190 20,579 48,810 43,217
Total, provinces	52,437	119,351	169, 785	209,740	232, 193	285, 732	343, 539
Yukon			530 40	695 57	305 35	260 68	727 96
Total, territories — territoires			570	752	340	328	823
Total, Canada	• •	• •	170, 355	210, 492	232,533	286, 060	344, 362

¹ Quebec grants reported by school boards do not include payments on capitalized debt which was assumed by the province according to legislation enacted in 1946 with subsequent amendments. — Les subventions du Québec déclarées par les commissions scolaires ne comprennent pas les paiements de la dette que la province a assumée en vertu d'une loi adoptée en 1946 et modifiée par la suite.

² Estimate. — Estimation.

² Estimate. — Estimation.

³ Includes grants under the School Buildings Assistance Act not included for earlier years. — Comprend des subventions, aux termes de la loi sur l'aide à la construction des écoles, non comprises les années précédentes.

TABLE 12. Comparative Summary of Expenditures of School Boards, 1946, 1951 and 1954 to 1958 TABLEAU 12. Sommaire comparé des dépenses des commissions scolaires, 1946, 1951 et 1954 à 1958

				oranes, 194	10, 1931 et	1954 a 1958					
Province	1946	1951	19541	1955¹	1956¹	19571	19581				
	thousands of dollars — milliers de dollars										
Newfoundland — Terre-Neuve Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard Nova Scotia — Nouvelle-Écosse New Brunswick — Nouveau-Brunswick Québec Ontario Manitoba Saskatchewan Alberta British Columbia — Colombie-Britannique	642 6,770 4,827 41,111 67,707 12,692 16,075 15,245 13,316	5,490 1,282 12,750 13,889 68,964 136,420 18,928 25,346 31,455 45,228	7,562 1,819 15,910 16,593 111,110 193,121 25,385 36,804 47,643 52,916	8, 955 1, 819 17, 411 15, 545 126, 673 222, 695 28, 583 39, 472 51, 832 61, 899	9,819 1,914 21,342 18,655 146,739 250,561 30,481 42,762 57,768 68,841	11,347 2,203 25,372 20,867 169,830 284,651 34,382 48,045 78,088 ² 80,535	13,378 2,453 27,323 22,407 195,045 327,893 36,612 54,904 91,531 90,746				
Total, provinces	178,385	359, 752	508,863	574,884	648, 882	755, 320	862,292				
Yukon	• •	• •	668 116	857 139	446 173	494 144	1, 123 166				
Total, territories — territoires	• •	••	784	996	619	638	1,289				
Total, Canada	• •	••	509, 647	575,880	649, 501	755, 958	863,581				

1 Where data are available only on school year bases, they have been adjusted to calendar year. - Lorsque les données ne sont disponibles

que pour l'année scolaire, elles ont été ajustées à l'année civile.

2 For 1957 the amount reported by the school boards as grants under the School Buildings Assistance Act was included in school board expenditure. — En 1957, le montant déclaré par les commissions scolaires comme subvention en vertu de la loi sur l'aide à la construction des écoles a été inclus dans les dépenses des commissions scolaires.

Tables 13-14

Two important indices of expenditure on elementary and secondary education are cost per pupil of average daily attendance and cost per capita. The former measures expenditure in terms of the number of pupils benefitting from it, the latter in terms of the number of people available to support public education.

In Tables 13 and 14 the cost referred to is the total expenditure on this level of education by the provincial governments and local school boards. In Table 13 this cost has been divided by the average number of pupils in attendance each day; in Table 14, by the population of the province as shown by the Census or as estimated by the Dominion Bureau of Statistics in intercensal years.

A comparison of the two tables shows that cost per capita has increased much more rapidly than cost per pupil, (237 p.c. compared with 159 p.c.). This is due to an increasing proportion of the total population being of school age and an increasing proportion of the school age population attending school.

Cost per pupil after rising fairly sharply from 1946 to 1952 levelled off for three years then from 1954 to 1958 again increased rapidly. The highest rate of increase was in Alberta (227 p.c.) and the lowest in Manitoba (113 p.c.). The three Maritime provinces all increased at approximately the same rate (around 185 p.c.).

Per capita expenditure increased at a more even rate although, here also, the increase was slower from 1952 to 1954. Again Alberta shows the most rapid increase (500 p.c.) and Manitoba the lowest (156 p.c.) but, whereas Manitoba had the highest expenditure per capita in 1946 (\$18), Alberta had one of the lowest (\$13).

It should not be assumed that the provinces whose expenditure per pupil is highest are necessarily providing the best educational services. For example in some provinces, the average salaries of teachers and supervisors, which are the largest item in education costs, are considerably lower than in others, but since there is not complete mobility between provinces, the best qualified teachers do not all leave the provinces which pay low salaries. Because of this, rates of increase are probably a better indication of the effort being put into education than absolute figures.

Tableaux 13-14

Deux indices importants des dépenses pour l'enseignement élémentaire et secondaire sont le coût par présence moyenne et le coût par habitant. Le premier mesure les dépenses en fonction du nombre d'élèves qui en bénéficient, l'autre en fonction du nombre de personnes aptes à financer l'instruction publique.

Dans les tableaux 13 et 14, le coût comprend les dépenses totales des gouvernements provinciaux et des commissions scolaires à ce degré d'enseignement. Au tableau 13, le coût a été divisé par le nombre moyen d'élèves présents chaque jour; au tableau 14, il a été divisé par la population de la province suivant les données du recensement ou des estimations du Bureau fédéral de la statistique pour les années intercensales.

La comparaison des deux tableaux révèle que le coût par habitant a augmenté beaucoup plus rapidement que le coût par élève (237 p. 100 contre 159 p. 100). Cela tient au fait que la population d'âge scolaire représente un plus fort pourcentage de la population totale et qu'une plus grande proportion de la population d'âge scolaire fréquente l'école.

Le coût par élève a monté en flèche de 1946 à 1952, s'est stabilisé pendant trois ans, puis a remonté rapidement de 1954 à 1958. La plus forte augmentation a été celle de l'Alberta (227 p. 100) et la plus faible, celle du Manitoba (113 p. 100). Les trois provinces Maritimes ont avancé à peu près au même rythme (environ 185 p. 100).

Les dépenses par habitant ont augmenté de façon plus uniforme, mais ici encore, l'avance s'est ralentie de 1952 à 1954. De nouveau. l'Alberta a marqué l'avance la plus rapide (500 p. 100) et le Manitoba, la plus basse (156 p. 100); par contre, le Manitoba accusait les plus fortes dépenses par habitant en 1946 (\$18), alors que l'Alberta avait parmi les plus basses (\$13).

Il ne faut pas conclure que les provinces dont les dépenses par élève sont les plus élevées donnent nécessairement le meilleur service d'enseignement. Par exemple, dans certaines provinces, le traitement moyen des instituteurs et surveillants, qui constitue la plus grosse partie des dépenses, est beaucoup plus bas que dans d'autres; mais, comme la mobilité n'est pas complète entre les provinces, les instituteurs les mieux qualifiés ne quittent pas tous les provinces qui paient de bas traitements. Voilà pourquoi les taux d'augmentation constituent peut-être un meilleur indice de l'effort concentré sur l'enseignement.

TABLE 13. Total Expenditures on Public Elementary and Secondary Education per Pupil of Average Daily Attendance, 1946 and 1951 to 1958

TABLEAU 13. Dépenses totales pour l'enseignement élémentaire et secondaire public par présence moyenne, 1946 et 1951 à 1958

Province	1946	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
					dollars				
Newfoundland — Terre-Neuve	-	92	102	99	107	115	124	128	151
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	49	95	105	109	117	112	118	128	140
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	74	138	145	140	147	159	180	195	209
New Brunswick - Nouveau Brunswick	72	175	182	179	172	155	175	183	207
Québec	111	154	173	182	185	193	219	232	259
Ontario	110	214	233	232	232	254	265	288	321
Manitoba	127	177	194	200	203	215	222	254	271
Saskatchewan	123	192	211	242	258	262	278	297	336
Alberta	124	214	233	252	284	305	328	380	406
British Columbia — Colombie-Britannique	143	325	346	321	300	353	340	366	385
Total,	115	192	210	213	217	233	249	269	298

TABLE 14. Total Expenditures on Public Elementary and Secondary Education per capita, 1946 and 1951 to 1958
TABLEAU 14. Dépenses totales pour l'enseignement élémentaire et secondaire public par habitant, 1946 et 1951 à 1958

Province	1946	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
					dollars				
Newfoundland — Terre-Neuve	_	17	19	20	22	24	27	29	34
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	8	15	16	17	19	18	22	24	26
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	12	24	26	27	28	32	36	40	43
New Brunswick — Nouveau Brunswick	11	29	30	32	32	29	36	38	43
Québec	14	21	24	26	29	31	36	40	45
Ontario	16	31	35	36	39	44	48	53	59
Manitoba	18	26	29	31	32	35	38	44	46
Saskatchewan	14	32	35	40	44	46	51	56	64
Alberta	13	34	39	43	51	57	61	72	78
British Columbia — Colombie-Britannique	16	43	47	45	45	55	53	58	63
Total	16	28	32	34	36	40	44	49	54

Table 15. Financial Statistics of Private Elementary and Secondary Schools

Academic private schools are those which are not supported by local taxation and are operated by one or more persons for profit or by a religious organization, association or private corporation.

Actual figures for Newfoundland are not available and since the number of private schools in that province is very small, the estimated revenues and expenditures have been included with the figures for Nova Scotia.

Estimates have also been made for Quebec, since reports are not received for the Quebec private schools. Included here are figures for the independent schools which, while privately operated (usually by religious organizations), receive subsidies from the provincial government. These are the classical colleges, religious institutes and modern secondary schools. Estimates have also been included for the income and expenditure of the few schools in each province which fail to report financial data.

In the province of Quebec, over 95 p.c. of the private schools are Roman Catholic. In the remaining provinces, 71 p.c. of private school enrolment is in Roman Catholic schools, 17 p.c. in schools run by other religious bodies and 12 p.c. in non-denominational schools. In Ontario, many of the Roman Catholic schools are associated with separate school boards, which operate the elementary grades as part of the provincial school system with grades 11, 12 and 13 operated as private schools.

By far the most important source of income for the private schools is fees which account for 79 p.c. of total income. Fees for day pupils range from less than \$100 to over \$900 and for boarders from less than \$200 to over \$1,500. There are some orphanages and religious schools in which no fees are charged. Rather more than half of all fees charged are for board and lodging. Other sources of income are church contributions, endowments and, for some of the independent schools in Quebec, provincial grants.

The most striking feature of private school expenditures is the small proportion paid for teachers' salaries in comparison with public schools, but it should be remembered that nearly a quarter of the private school students are boarders and total expenditures include the costs of providing board for them. In addition, private school teachers often receive part of their salaries in the form of board and lodging and other perquisites not accounted for in salary. Members of religious orders who constitute a high proportion of the staff of private schools, receive little or no salary and estimates of the cost of their maintenance based on reports for some of the institutions are included, but the resulting figure is still lower than the normal salary. The final factor related to teachers' salaries is that in many institutions the principal of the school is also the owner, in which case his income from the school is counted as profit instead of salary.

Tableau 15. Statistique financière des écoles élémentaires et secondaires privées

Les écoles privées sont celles qui ne sont pas financées par les taxes locales et qui sont exploitées par une ou plusieurs personnes sur un plan d'affaires ou par une communauté religieuse, une association ou une société privée.

Les chiffres réels de Terre-Neuve sont inconnus et, vu que le nombre d'écoles privées est très petit dans cette province, les estimations des revenus et des dépenses sont portées avec celles de la Nouvelle-Écosse.

Le Québec a aussi fait l'objet d'estimations car on ne reçoit pas de rapport des écoles privées du Québec. Sont comprises ici les données sur les écoles indépendantes qui, tout en relevant d'une direction privée (habituellement des organismes religieux), reçoivent des subventions du gouvernement provincial. Il s'agit des collèges classiques, des instituts religieux et des écoles secondaires modernes. On a aussi ajouté les estimations des recettes et des dépenses des quelques écoles de chaque province qui n'ont pas envoyé de rapport financier.

Dans le Québec, plus de 95 p. 100 des écoles privées sont catholiques. Dans les autres provinces, 71 p. 100 des inscrits dans les écoles privées fréquentent des écoles catholiques, 17 p. 100 des écoles dirigées par d'autres organismes religieux et 12 p. 100 des écoles non confessionnelles. En Ontario, plusieurs des écoles catholiques sont associées aux commissions des écoles séparées; les classes élémentaires font partie du système scolaire provincial, tandis que les 11e, 12e et 13e années constituent une école privée.

Les droits constituent la source de beaucoup la plus importante des recettes des écoles privées, soit 79 p. 100 des recettes totales. Les droits pour les externes vont de moins de \$100 à plus de \$900 et, pour les pensionnaires, de moins de \$200 à plus de \$1,500. Quelques orphelinats et écoles de religieux n'imposent aucun droit. Plus de la moitié de tous les droits est versée pour la pension et le logement. Les autres sources de recettes sont les contributions de l'église, les dotations et, pour certaines écoles indépendantes du Québec, des subventions provinciales.

Ce qui frappe le plus dans les dépenses des écoles privées, c'est la faible proportion consacrée aux traitements des instituteurs comparativement aux écoles publiques; mais il faut se rappeler que près du quart des élèves des écoles privées sont pensionnaires et que les dépenses totales comprennent les frais encourus pour les nourrir. En outre, les instituteurs des écoles privées reçoivent souvent une partie de leur traitement sous forme de pension et logement et autres avantages en nature qui ne figurent pas dans le traitement. Les membres des communautés religieuses, qui représentent un fort pourcentage du personnel des écoles privées, ne reçoivent que peu ou pas de traitement et on a ajouté une estimation du coût de leur entretien d'après les rapports de certaines des institutions; mais les résultats donnent encore des chiffres inférieurs au traitement normal. Le dernier facteur en rapport avec les traitements des instituteurs est le fait que le directeur de bien des écoles en est aussi le propriétaire, et dans ce cas, le revenu de l'école est considéré comme bénéfice au lieu de traitement.

TABLE 15. Financial Statistics of Private Elementary and Secondary Schools 1958
TABLEAU 15. Statistique financière des écoles élémentaires et secondaires privées 1958

		ettes couran		Expenditures from current funds — Dépenses courantes							
Province	Fees received	Other income	Total		aries and wa — ements et sal	_	Other costs ———————————————————————————————————				
	Droits perçus	Autres recettes		Teachers Instituteurs	Others — Autres	Total		Total			
		thousands of dollars — milliers de dollars									
Nova Scotia and Newfoundland — Nouvelle- Écosse et Terre-Neuve	586	205	791	282	92	374	447	821			
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	84	60	144	45	15	60	92	152			
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	700	258	958	265	84	349	613	962			
Québec	16,800	4,300	21, 100	8,400	2, 200	10,600	10,200	20,800			
Ontario	8,517	1,524	10,041	3, 264	1,700	4,964	4,723	9,687			
Manitoba	781	565	1,346	621	178	799	584	1,383			
Saskatchewan	975	478	1,453	341	157	498	941	1,439			
Alberta	1, 294	750	2,044	693	287	980	1,072	2,052			
British Columbia — Colombie-Britannique	2, 131	562	2,693	1,003	382	1,385	1,223	2,608			
Total	31,868	8,702	40, 570	14, 914	5,095	20,009	19, 895	39, 904			

Tables 16 and 17

Table 16 reports federal government contributions to vocational education and training. Federal grants to the provinces have been classified according to the way in which they were reported to have been spent in provincial public accounts and, consequently they do not agree in detail with the figures reported by the federal government, although the totals are the same.

The chief agency for the distribution of federal funds for vocational education is the Canadian Vocational Training Branch of the Department of Labour which, during the fiscal year 1958-59, distributed a total of \$7,669,000. Some of this was used to provide assistance for students in universities and some for education in public elementary and secondary schools (see Table 4). Of the \$8,468,000 spent by the federal government for vocational education at the post-secondary level, 63 p.c. was distributed through the Canadian Vocational Training Branch.

Several other departments are involved in vocational education. The Department of Justice organizes vocational courses for the inmates of federal penitentiaries. The Department of Northern Affairs and National Resources and the Department of Citizenship and Immigration are responsible for the vocational training of Eskimos and Indians. The Department of Health and Welfare participates in the cost of training personnel in those fields through grants to the provincial governments. The Department of Transport pays for the training of radio operators and steamship inspectors, and the Department of Veterans Affairs arranges for the vocational training of veterans and children of the war dead.

Tableaux 16 et 17

Le tableau 16 donne les contributions du gouvernement fédéral pour l'enseignement et la formation professionnels. Les subventions fédérales aux provinces ont été classées suivant leur utilisation telle qu'indiquée dans les comptes publics des provinces et ne concordent donc pas intégralement avec les données déclarées par le gouvernement fédéral, même si les totaux sont identiques.

La Direction de la formation professionnelle au Canada du ministère du Travail est le principal organisme de distribution des déboursés fédéraux pour la formation professionnelle. Durant l'année financière 1958-1959, elle a distribué \$7,669,000, dont une partie a servi à aider des étudiants à l'université et l'autre à été consacrée à l'enseignement dans les écoles publiques élémentaires et secondaires (voir le tableau 4). Sur les \$8,468,000 dépensés parle gouvernement fédéral pour l'enseignement professionnel au niveau postsecondaire, la Direction de la formation professionnelle au Canada en a distribué 63 p. 100.

Quelques autres ministères s'occupent d'enseignement professionnel. Le ministère de la Justice organise des cours d'enseignement professionnel pour les détenus des pénitenciers fédéraux. Le ministère du Nord canadien et des Ressources nationales et celui de la Citoyenneté et de l'Immigration sont responsables de la formation professionnelle des Esquimaux et des Indiens. Le ministère de la Santé et du Bien-être national accorde des subventions aux gouvernements provinciaux pour la formation du personnel dans ces domaines. Le ministère des Transports paie pour la formation d'opérateurs de radio et d'inspecteurs de navires, et le ministère des Affaires des anciens combattants s'occupe de la formation professionnelle des anciens combattants et des enfants des morts de la guerre.

The provincial governments' expenditures on vocational training exclude vocational courses in secondary schools, which are included with the costs of other elementary and secondary education because of the difficulty of obtaining separate data.

Federal contributions to provincial governments, which constitute almost all of the federal expenses reported in Table 16, are included in the amounts shown in Items 1 to 9 and deducted in Item 10, to give the net provincial expenditure. A small part of this expenditure is recovered from fees and other sources.

The Province of Quebec did not participate in the vocational training agreement in 1958 and its receipts from the federal government were partly health grants for training personnel and partly reimbursements of the salaries of civilian teachers giving trades training to members of the armed forces.

Ontario's expenditure on the training of health and welfare personnel decreased by \$1,640,000, as a result of a reduction in the amount of grants, to assist hospitals in training nurses, which could be identified in public accounts.

In 1958-59 federal contributions accounted for 20 p.c. of gross provincial expenditures compared with 14 p.c. in 1957-58, an indication of the increasingly important role of the federal government in the financing of vocational education and training.

Les dépenses des gouvernements provinciaux pour la formation professionnelle ne comprennent pas les cours d'enseignement professionnel dans les écoles secondaires, dont les frais sont classés avec l'enseignement élémentaire et secondaire, vu la difficulté d'obtenir des données distinctes.

Les contributions fédérales versées aux gouvernements provinciaux, soit la presque totalité des dépenses fédérales déclarées au tableau 16, sont incluses dans les montants indiqués aux postes 1 et 9 et déduites au poste 10, afin de donner les dépenses provinciales nettes. Une faible partie de ces dépenses est récupérée dans les droits et autres provenances.

La province de Québec n'a pas participé à l'entente sur la formation professionnelle en 1958 et les sommes qu'elle a reçu du gouvernement fédéral ont été soit des subventions de santé pour la formation du personnel, soit des remboursements du traitement des instituteurs civils qui ont donné des cours de métiers à des membres des forces armées.

Les dépenses de l'Ontario pour la formation du personnel de la santé et du bien-être ont diminué de \$1,640,000, par suite de la réduction du montant des subventions pour aider les hôpitaux à former des infirmières, suivant les indications des comptes publics.

En 1958-1959, les contributions fédérales représentaient 20 p. 100 des dépenses brutes des provinces, contre 14 p. 100 en 1957-1958; c'est là un indice du rôle de plus en plus important que joue le gouvernement fédéral dans le financement de l'enseignement et de la formation professionnels.

TABLE 16. Federal Government Expenditure on Vocational Education and Training, Fiscal Year ended March 31, 1959

No.		New- found- land Terre- Neuve	Prince Edward Island Île-du- Prince- Edouard	Nova Scotia Nouvelle- Ecosse	New Brunswick Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
				thou	sands of doll	ars		
1	Institutes of technology	-	-	34	stree	1	607	-
2	Trades training	92	100	5	1	-	359	27
3	Apprenticeship	46	_	82	72		524	76
4	Unemployed	_	-	165	39		29	54
5	Handicapped	13	3	40	45	-	118	19
6	Health and welfare personnel	35	20	124	146	355	761	97
7	Inmates of reform institutions	-	_	-	-	_	_	. –
8	Vocational training of Indians and Eskimos	-	_	4	1	26	38	15
9	Other vocational training	31	1	59	38	-		7
10	Total	217	124	513	342	382	2, 436	295

TABLE 17. Provincial Governments' Expenditure on Vocational Education and Training, Fiscal Year ended March 31, 1959

No.		New- found- land Terre- Neuve	Prince Edward Island — Île-du- Prince- Édouard	Nova Scotia 	New Brunswick - Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario
				thousands	of dollars		
1	Institutes of technology	_	_	128	_	8,388	3,028
2	Trades training	211	207	24	226	8, 317	1,966
3	Apprenticeship	102	-	165	192	536	1,035
4	Unemployed	_	-	312	60	12	58
5	Handicapped	26	5	79	94	133	241
6	Health and welfare personnel	81	21	124	146	411	1,008
7	Inmates of reform institutions	3	-	ana,	-		88
8	Other vocational training	58	25	148	85	44	17
9	Gross provincial expenditure	481	258	980	803	17, 941	7,441
10	Less federal contributions received	209	123	493	314	533	2, 197
111	Net provincial expenditure	272	135	487	489	17, 308	5, 244
12	Less: Fees	5	1	5	-	944	544
13	Other revenue	5	3	81	27	94	258
14	Net expenditure from provincial funds	262	131	401	462	16, 270	4,442

TABLEAU 16. Dépenses du gouvernement fédéral pour l'enseignement et la formation professionnels, année financière terminée le 31 mars 1959

Saskat- chewan	Alberta	British Columbia Colombie- Britannique	Yukon	Northwest Territories Territoires du Nord-Ouest	Undistri- buted 	Total		No
		11111	l lets de doll	ars		1		
83	1,070	-	_	_	_	1,795	Instituts technologiques	1
-	73	346	_		11	1,014	Formation aux métiers	
125	392	365	-	-	17	1,699	Apprentissage	3
55	24	89	_	_	-	455	Formation des personnes en chômage	4
18	15	14	_	_	53	338	Réadaptation des handicapés	5
170	241	96	_	6	-	2,051	Personnel de la santé et du bien-être	6
-	-	_		_	261	261	Détenus des institutions de réforme	7
13	12	3	_	452	-	564	Formation professionnelle des Indiens et des Esquimaux	8
18	7	18	_	-	112	291	Autre formation professionnelle	9
482	1,834	931	_	458	454	8,468	Total	10

TABLEAU 17. Dépenses des gouvernements provinciaux pour l'enseignement et la formation professionnels, année financière terminée le 31 mars 1959

Manitoba	Saskat- chewan	Alberta	British Columbia — Colombie- Britannique	Yukon	Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest	Total		No
		mil	liers de dolla	ırs	1			
_	166	2,730	_	_	-	14,440	Instituts technologiques	1
192	18	730	1,172	_	_	13,063	Formation aux métiers	2
164	330	893	753	_	_	4,170	Apprentissage	3
107	113	131	185	-		978	Formation des personnes en chômage	4
39	36	32	25	-		710	Réadaptation des handicapés	5
120	233	508	174	-	6	2,832	Personnel de la santé et du bien-être	6
-	48	55	178	_	-	372	Détenus des institutions de réforme	7
38	44	53	36		-	548	Autre formation professionnelle	8
660	988	5, 132	2,523	_	6	37, 113	Dépenses provinciales brutes	9
307	410	1,859	1,015	_	6	7,466	Moins les contributions fédérales reçues	10
353	578	3,273	1,508	-	-	29, 647	Dépenses provinciales nettes	11
42	45	106	5		_	1,697	Moins: Droits	12
1	9	212	30	_	_	720	Autres recettes	13
310	524	2, 955	1, 473		-	27, 230	Dépenses nettes sur les fonds provinciaux	14

Table 18. The Financial Statistics of Business Colleges

At present the only privately operated vocational schools for which financial data are available are business colleges. Finances are not reported by the schools in Quebec and the figures shown here are estimated.

Most of the schools are operated by individual proprietors whose income is considered as profit, whether or not they actually teach. As a result, the salaries account for a smaller part of total costs than might otherwise be expected (43 p.c.). Fees are the only important source of revenue accounting for 93 p.c. of the total.

No figures are shown for Newfoundland, since there are few, if any, business colleges there, and, because of the small number in Prince Edward Island, the figures for this province have been included with those of Nova Scotia.

Tableau 18. La statistique financière des collèges commerciaux

A l'heure actuelle, les seules écoles professionnelles privées dont on ait les données financières sont les collèges commerciaux. Les écoles du Québec ne font pas rapport de leurs finances et les chiffres indiqués ici sont des estimations.

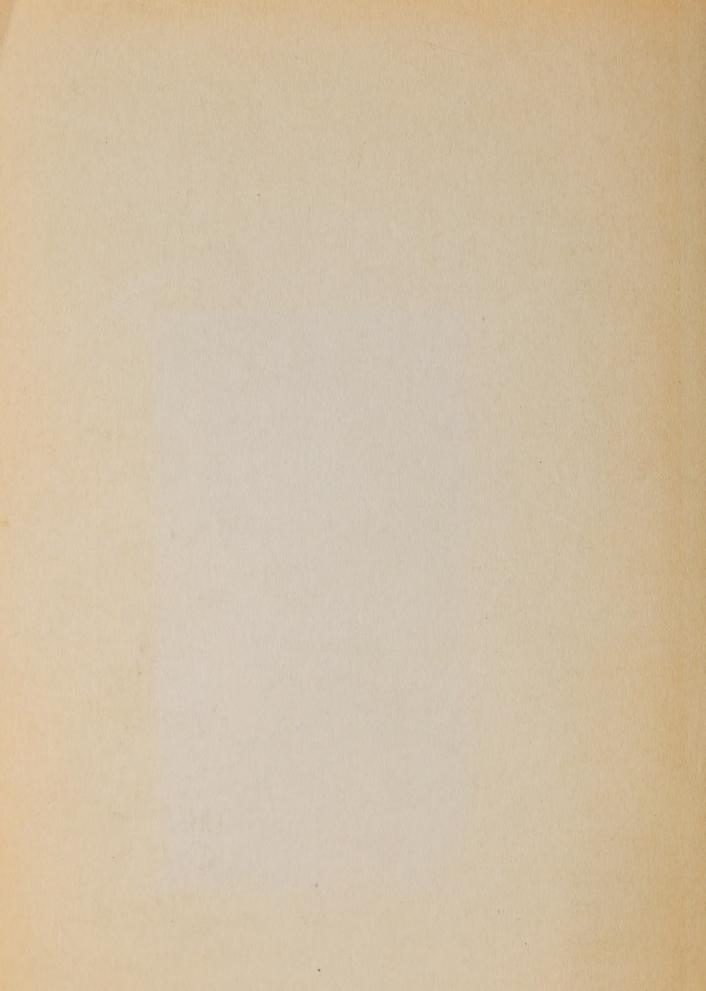
La plupart des écoles sont exploitées par des propriétaires particuliers dont le revenu est considéré comme bénéfice, qu'ils enseignent ou non. En conséquence, les traitements représentent une plus faible proportion des dépenses totales qu'on ne s'y attendrait normalement, soit 43 p. 100. Les droits sont la seule source importante de revenus; ils fournissent 93 p. 100 du total,

Aucun chiffre n'est donné pour Terre-Neuve vu l'absence ou le petit nombre de collèges commerciaux. Les chiffres de l'Îledu-Prince-Édouard, vu le petit nombre des collèges, sont réunis à ceux de la Nouvelle-Écosse.

TABLE 18. Financial Statistics of Business Colleges 1958
TABLEAU 18. Statistique financière des collèges commerciaux 1958

				Treges com				
	Current revenue			Expenditures from current funds				
Province	Recettes courantes			Dépenses courantes				
	Fees received — Droits perçus	Other income	Total	Salaries and wages Traitements et salaires			Other costs	Total
				Teachers Instituteurs	Others — Autres	Total	Autres dépenses	Total
	thousands of dollars — milliers de dollars							
Nova Scotia and Prince Edward Island — Nouvelle-Écosse et Île-du-Prince-Édouard	100	4	104	33	1	34	34	68
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	108	5	113	46	1	47	49	96
Québec	1, 200	75	1, 275	490	90	580	560	1, 140
Ontario	1, 376	110	1, 486	5 7 8	90	668	559	1, 227
Manitoba	316	32	348	94	78	172	120	292
Saskatchewan	197	13	210	64	18	82	79	16 1
Alberta	326	6	332	115	31	146	161	307
British Columbia - Colombie-Britannique	200	19	219	79	12	91	107	198
Total	3,823	264	4,087	1,499	321	1,820	1, 669	3,489

3 - HIGHER EDUCATION	Price	3 - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	Prix
Fall Enrolment in Universities and Colleges, 1961. Figures by faculty, institutions, and provinces. Bilingual. (Cat. No. 81-204)	. J. 14 11 0	Inscriptions d'automnes aux universités et collèges, 1961. Inscriptions par faculté, institution et province. Bilingue. (N° de catalogue 81-204)	\$.50
Salaries and Qualifications of Teachers in Universities and Colleges, 1961-62. Salaries, by rank and region, for 17 institutions only. The 1960-61 edition gives more complete data for over 60 institutions. Bilingual (Cat. No. 81-203)		Traitements et qualification des professeurs des universités et collèges, 1961-62. Comprend les données sur les traitements dans 17 institutions seulement, selon le rang professoral et la region. Des données plus complètes sur plus de 60 institutions sont publiées dans l'édition de 1960-61. Bilingue. (N° de catalogue 81-203)	.75
University Teachers' Salaries, 1937-1960. Historica data, by rank and region, for 17 institutions. Bilingual (Cat. No. 81-203)	3 3 1	Traitements des professeurs d'université, 1937-1960. Données chronologiques selon le rang professoral et la région pour 17 institutions. Bilingue. (N° de catalogue 81-203)	.73
University Entrance Awards, 1960. Awards tenable by high school graduates at Canadian institutions. Bilingual. (Cat. No. 81-405)		Bourses d'admission à l'université, 1960. Bourses accessibles aux finissants du secondaire et valables dans des institutions canadiennes. Bilingue. (N° de catalogue 81 - 405)	2.00
Awards for Graduate Study and Research, 1961. Lists awards from Canadian and other organizations, values and conditions. English edition. (Cat. No. 81-406)	3	Awards for Graduate Study and Research, 1961. Liste, montant et conditions des bourses par des organismes canadiens et autres. Édition anglaise. (N° de catalogue 81-406)	2.00
University Student Expenditure and Income in Canada 1956-57. English edition. (Cat. No. 81-509)		University Student Expenditure and Income in Canada, 1956-57. Édition anglaise, (N° de catalogue 81-509)	1.00
Canadian Institutions of Higher Education, 1960-61 Names, addresses, courses offered, and general infor- mation on admission and fees. Bilingual. (Cat. No 81-517)		Institutions d'enseignement supérieur au Canada, 1960-61. Nom, adresse, cours offerts et renseignements généraux sur les conditions d'admission et les frais. Bilingue. (N° de catalogue 81-517)	1.00
Survey of Higher Education, 1952-1954. Enrolment graduates, staff and finances. Includes a bibliography Bilingual. (Cat. No. 81-204)		Relevé de l'enseignement supérieur, 1952-1954. Inscriptions, gradués, personnel et finances. Bibliographie. Bilingue. (N° de catalogue 81-204)É	puisé
4 - ADULT EDUCATION AND OTHER CULTURAL ACTIVITIES		4 – ÉDUCATION DES ADULTES ET AUTRES INITIATIVES CULTURELLES	
Survey of Adult Education, 1958-59. Activities of government departments, universities and colleges, public libraries, and business colleges. Bilingual. (Cat. No 81-207)		L'éducation des adultes, 1958-59. Initiatives des orga- nismes gouvernementaux, des universités et collèges, des bibliothèques publiques et des collèges commerciaux. Bilingue. (N° de catalogue 81-207)	.75
Survey of Libraries, 1954-56. Reports on public, university, government and special libraries. Bilingual (Cat. No. 81-403)		Relevé des bibliothèques, 1954-56. Rapport sur les biblio- thèques publiques, universitaires, gouvernementales et spéciales. Bilingue. (N° de catalogue 81-403)	1.00
Survey of Libraries, Part I: Public Libraries, 1960 Covers larger public library systems for 1959. Bilin gual. (Cat. No. 81-205)	-	Relevé des bibliothèques, Partie I: Bibliothèques publiques, 1960. Statistique des grandes bibliothèques publiques pour 1959. Bilingue. (N° de catalogue 81-205)	.75
Survey of Libraries, Part II: Academic Libraries, 1959 60. Reports on larger university and school libraries and on Library School graduates of 1961. Bilingual (Cat. No. 81-206)		Relevé des bibliothèques, Partie II: Bibliothèques sco- laires, 1959-60. Rapport sur les grandes bibliothèques universitaires et scolaires et sur les gradués en bibliothé- conomie de 1961. Bilingue. (N° de catalogue 81-206)	.75
Museums and Art Galleries, 1951-52. Bilingual. (Cat No. 81-504)	25	Musées et galeries d'art, 1951-52. Bilingue. (N° de catalogue 81-504)	.25
5 - VOCATIONAL EDUCATION		5 - FORMATION PROFESSIONNELLE	
Survey of Vocational Education and Training, 1959-60 Data on publicly and privately sponsored trade and technical courses, vocational high school courses together with statistics on registration of indentured apprentices. Bilingual. (Cat. No. 81-209)	d d	Relevé de la formation professionnelle et technique, 1959- 60. Statistique des cours de métiers et techniques publics et privés, des cours secondaires de formation profession- nelle et des contrats d'apprentissage. Bilingue. (N° de catalogue 81-209)	1.00
List of Private Business Colleges in Canada, 1957 English edition. (Cat. No. 81-505)	of naint	List of Private Business Colleges in Canada, 1957. Édition anglaise. (N° de cat. 81 - 505)	puisé



mod Males

LB 2890 A53 1958 a of Statistics ducation

